

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Témoignages

N° 527 du 24.05.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Vanunu de nouveau en prison. !!

[Révélation des contrats nucléaires illégaux de Washington avec Tel-Aviv .](#)

1-1 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

1-1 Des milliers de manifestants commémorent la « Nakba » : Le « droit au retour » des réfugiés palestiniens

1-2 Les « sionistes de gauche » colonisent aussi bien que les autres.

1-3 Pierre Stambul : Comment être juif et raisonnable ?

1-4 Chems Eddine Chitour : L'apartheid : Assourdissant silence des intellectuels.

1-5 La rencontre Mechaal-Medvedev affirme la force du Hamas.

1-6 Stuart Littlewood : Israël urine sur la Grande-Bretagne et nos hommes politiques adorent ça.

1-7 Youssef Boussoumah : Le colonial, le criminel de guerre et la supplétive indigène.

1-8 Gaza: des hommes masqués incendient un camp d'été organisé par l'ONU.

1-9 [Sérieuses préoccupations israéliennes quand à leur avantage militaire!](#)

2 Analyse - [Géopolitique et stratégie](#) – Réflexion.

2-1 Leila Mazboudi : [Pots de vin et chantage à l'ONU pour la création « d'Israël »](#)

2-2 [Derrière Le Blocus De Gaza La Logique Sado-Nazie D'Israël.](#)

2-3 [Proche-Orient : Israël négocie et bombarde.](#)

2-4 [Ce que les Israéliens refusent de voir.](#)

2-6 Noam Chomsky.

1 Noam Chomsky sur la politique étrangère d'Obama.

2 [Je suis déconcerté par les contradictions de Noam Chomsky sur la Palestine.](#)

2 James Petras : Noam Chomsky et le Lobby pro-israélien : Quatorze thèses erronées.

Tiré a part

Vanunu de nouveau en prison. !!

L'ex-technicien atomiste israélien, Mordehaï Vanunu, qui a purgé 18 ans de prison pour des révélations sur le programme nucléaire de son pays, a entamé dimanche une peine de trois mois de prison, a-t-on appris de sources judiciaires.

M. Vanunu avait été condamné en décembre à trois mois de prison ou trois mois de travaux d'intérêt public dans un quartier juif pour avoir violé un ordre lui interdisant tout contact avec des étrangers.

L'ex-technicien nucléaire avait exigé d'effectuer ses travaux uniquement dans le secteur arabe de Jérusalem-Est, dans la partie orientale de la ville annexée après sa conquête en 1967, ce qui lui avait été refusé.

"Honte à vous Israël (...) qui me renvoie en prison après 24 années, pour seul motif que j'ai proclamé la vérité", a déclaré le condamné, dans un communiqué, cité par le site Ynet du quotidien Yediot Aharonot.

"Ce que vous n'avez pas pu obtenir de moi en m'enfermant 18 années en prison, vous ne l'obtiendrez pas en m'enfermant trois mois", a-t-il proclamé.

M. Vanunu, 55 ans, a passé 18 ans en prison ferme, condamné pour "espionnage" après avoir communiqué des secrets nucléaires de l'Etat hébreu à l'hebdomadaire londonien The Sunday Times qui les avait publiés.

Ex-technicien de la centrale nucléaire de Dimona (sud d'Israël), il a été libéré en avril 2004 et, depuis lors, a déjà été inculpé à au moins 21 reprises par la justice pour avoir enfreint les restrictions à sa liberté.

Il lui est interdit de quitter le territoire national ou d'entrer en contact avec des étrangers, notamment des journalistes, sans autorisation préalable.

Converti au christianisme, M. Vanunu, qui ne se considère plus comme Israélien, a demandé en vain l'asile dans plusieurs pays occidentaux depuis sa remise en liberté. Il se plaint d'être soumis à une surveillance constante.

23/05/2010

<http://www.almanar.com.lb:80/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=138782&language=fr>

Révélation des contrats nucléaires illégaux de Washington avec Tel-Aviv

22/05

La Publication d'un rapport a révélé les contrats nucléaires illégaux des Etats-Unis avec le régime sioniste. Selon IRIB citant Russia Today, ce rapport qui est depuis des décennies classifiés, révèle le rôle de Washington dans la préparation des matières nucléaires pour le régime sioniste.

Ce document montre que de 1957 à 1967 Israël recevait des Etats-Unis de l'uranium utilisable dans les bombes atomiques Ce document montre également que les services de renseignements américains ne coopéraient pas suffisamment et cela a fait reporter la préparation et la publication de ce

<http://french.irib.ir/>

1-1 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Des milliers de manifestants commémorent la « Nakba » : Le « droit au retour » des réfugiés palestiniens

Des milliers de Palestiniens ont manifesté, hier, dans la bande de Ghaza, pour le « droit au retour » des réfugiés de 1948, en commémoration de la « Nakba » (catastrophe, en arabe) que fut pour les Palestiniens la création d'Israël.

Plus de 3000 Palestiniens ont manifesté à la sortie de la prière du vendredi dans le camp de réfugiés de Jabalyah, à l'appel du mouvement islamiste Hamas, qui contrôle la bande de Ghaza depuis juin 2007. Les manifestants agitaient des drapeaux palestiniens et des étendards du Hamas, tandis que des enfants brandissaient les clés des maisons

perdus. Près de 3000 autres ont manifesté au même moment dans le camp de réfugiés de Nousseirat, à l'appel du mouvement islamiste Jihad

islamique. « Nous ne renoncerons jamais au droit au retour des réfugiés dans leurs villes et villages », a déclaré à Jabalyah un dirigeant du

Hamas, Mouïïn Mderes, qui a appelé « à l'unité nationale dans la résistance » face à Israël. « Nous appelons tous les Palestiniens, tous

les Arabes et musulmans à soutenir le jihad et la résistance, pour être prêts à la prochaine bataille avec l'ennemi sioniste », a proclamé, pour

sa part à Nousseirat, un dirigeant du Jihad islamique, Mohammed al-Hindi.

Aujourd'hui, pour le 62e anniversaire de la Nakba, une manifestation unitaire regroupant des sympathisants du Hamas et du Fatah, le parti du

président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, est prévue à Ghaza-ville. De son côté, l'Autorité palestinienne a de nouveau appelé

hier Israël à reconnaître un « droit au retour » pour les réfugiés de 1948. « La catastrophe continue. Il faut trouver une solution à la question des réfugiés basée sur la résolutions 194 des Nations unies », a déclaré dans un communiqué le principal négociateur palestinien, Saëb Erakat, en référence au « droit au retour ». Adoptée le 11 décembre 1948, renouvelée chaque année, mais jamais appliquée, cette résolution stipule que « les réfugiés qui désirent rentrer dans leurs foyers et vivre en paix avec leurs voisins devraient y être autorisés le plus vite possible » et que « des dédommagements devraient être versés pour les propriétés de ceux qui ne veulent pas revenir ». M. Erakat a accusé Israël de « perpétuer la Nakba par sa politique d'expulsions, de démolition de maisons, de colonisation et de blocus ».

Plus de 760 000 Palestiniens — aujourd'hui quelque 4,7 millions avec leurs descendants — ont été poussés à l'exode lors de la création d'Israël, fuyant l'avancée des forces juives ou en étant chassés de leurs maisons. Tous les gouvernements israéliens depuis 1948 se sont opposés au droit au retour —sauf parfois pour un nombre très limité de familles — considérant qu'un retour en masse menacerait l'existence d'Israël en tant qu'Etat juif, les 5,7 millions de juifs risquant de se retrouver vite en minorité.

15 mai

<http://www.elwatan.com/Des-milliers-de-manifestants>

1-2 Les « sionistes de gauche » colonisent aussi bien que les autres.

Tandis qu'à Bruxelles, Cohn-Bendit et BHL et autres « Juifs européens » aussi « raisonnables » qu'auto-proclamés, amusent la galerie avec leur pétition JCall, à 4.000 kilomètres de là, leurs amis sionistes « de gauche » participent ouvertement au dépeçage de la Palestine.

Les deux journalistes Akiva Eldar et Chaim Levinson publient ainsi, dans le quotidien Haaretz, les résultats d'une enquête montrant que le Mouvement Kibboutz, cache-sexe « de gauche », voire « socialiste », du sionisme, travaille le plus sérieusement du monde à la colonisation de la Vallée du Jourdain, en Cisjordanie occupée.

“Le Mouvement Kibboutz encourage les soldats dégagés de leurs obligations militaires à rejoindre les colonies de la Vallée du Jourdain. C'est ce qui ressort d'un document distribué par la commission spéciale du mouvement pour la colonisation, mis en circulation le mois dernier », écrivent les deux reporters.

« Il y a quinze jours, cette commission a produit un document intitulé 'Colonisation de la Vallée du Jourdain, dans les zones sous contrôle israélien' » ajoutent-ils.

“On y apprend qu'au cours d'une réunion avec le chef du conseil régional de la Vallée du Jourdain, David Lahiani, une date a été arrêtée pour la visite conjointe, par des représentants de l'armée et du Mouvement Kibboutz, d'une base militaire désaffectée, la base Gadi. Cette base devrait être désignée comme lieu d'implantation d'une nouvelle colonie”.

“Le document précise qu'une telle initiative s'inscrit dans la politique générale du gouvernement encourageant la colonisation, et qu'il s'agit dans ce cas de confier au Mouvement Kibboutz un rôle de premier plan quant aux décisions politiques à venir sur le statut de la Vallée du Jourdain”.

Yoel Marshak, responsable de la commission spéciale du Mouvement Kibboutz, indique qu'il y a six ans, c'est déjà lui qui avait lancé un projet pour l'installation de kibboutzniks à Yitav, une base militaire désaffectée située au nord de Jéricho, toujours en Cisjordanie occupée. « Notre préoccupation était et est encore de laisser les terres aux mains des Juifs, et de garantir la sécurité des personnes envoyées là par le gouvernement et notre mouvement », commente Marshak.

Toujours selon le document, un premier groupe de jeunes habitants de Tel-Aviv venant d'effectuer leur service militaire ont été approchés, et auraient réagi avec enthousiasme. Au total, Marshak a des plans pour la création de 8 colonies « kibboutz », rien que dans la Vallée du Jourdain. Le fait que depuis 2005, la Cour des Comptes israélienne elle-même ait reconnu que les terres sur lesquelles avaient été créées les bases de l'armée étaient des terres volées à leurs propriétaires palestiniens légitimes ne gêne évidemment pas Yoel Marshak.

CAPJPO-EuroPalestine

Publié le 5-05-2010

Le texte complet de l'article, en anglais, en cliquant sur ce lien : <http://www.haaretz.com/print-edition/news/kibbutz-movement-urging-ex-soldiers-to-settle-in-west-bank-1.288291>

CAPJPO-EuroPalestine

<http://www.europalestine.com/spip.php?article5005>

1-3 Pierre Stambul : Comment être juif et raisonnable ?

Une pétition intitulée Jcall initiée par plusieurs personnalités européennes qui se revendiquent juives a obtenu de nombreuses signatures.

Face à la politique du gouvernement Nétanyahou et au soutien inconditionnel dont il bénéficie de la part d'associations comme le CRIF, l'appel se veut être une alternative pour une paix « raisonnable ».

Quelle est la réalité de cette guerre ?

Celles et ceux qui défendent les droits du peuple palestinien expliquent inlassablement que la politique israélienne vis-à-vis des Palestiniens est criminelle. Il y a le crime fondateur, l'expulsion de la majorité des Palestiniens de leur propre pays en 1948 (puisque, paraît-il c'était une terre sans peuple), la confiscation des terres, les villages rasés, l'interdiction faite aux réfugiés de rentrer chez eux. Il y a les crimes qui ont suivi : les guerres, les assassinats dits ciblés, l'occupation, les discriminations inscrites dans la loi, les colonies, la construction du mur, les check-points, les emprisonnements massifs ... Les signataires veulent défendre l'Etat d'Israël qualifié de démocratique.

Mais les 50% de Palestiniennes qui vivent entre Méditerranée et Jourdain ne connaissent aucune démocratie. Ils ont le « choix » entre le blocus impitoyable de Gaza, l'occupation et la colonisation en Cisjordanie, les destructions de maison et les

expulsions à Jérusalem Est ou la sous-citoyenneté dans l'Israël d'avant 1967.

En prônant une paix « raisonnable », les signataires renvoient en apparence sur un pied d'égalité les « extrémistes des deux camps » comme si l'occupant et l'occupé vivaient des situations symétriques. Ils reprennent à leur compte le complexe de Massada. Ils évoquent la menace pour les IsraélienNES de devenir minoritaires face aux Palestiniennes. Pour eux, le point central, c'est la sécurité d'Israël. Comme si celles et ceux qui vivent l'insécurité quotidienne et qui ont été jetés (*) à la mer n'étaient pas les Palestiniens. La pétition parle à peine de la Palestine, comme si cette guerre était une affaire intérieure juive. Peut-on faire une paix « raisonnable » en ignorant « l'autre » à ce point ?

Un point de départ intéressant mais bien limité.

Ce qui différencie les signataires de la pétition de JCall des supporters de Nétanyahou, c'est que les premiers ont enfin réalisé que la politique israélienne est suicidaire pour celles et ceux qu'Israël prétend défendre. Effectivement, il est tout à fait improbable que le peuple palestinien soit écrasé à terme (comme l'ont été les peuples indigènes d'Amérique du Nord et d'Australie) et donc incapable de réclamer ses droits. Personne ne peut sérieusement penser qu'une politique basée sur la domination, la violence et l'humiliation puisse être éternelle. Ce qui les différencie aussi, c'est qu'ils réalisent que la campagne BDS (Boycott, désinvestissement, Sanctions) initiée par la société civile palestinienne et reprise dans le monde par des associations, des syndicats ou des Etats commence à écorner sérieusement l'image d'Israël et à provoquer son isolement.

Pas de remake d'Oslo

En 1988, l'OLP a fait une concession incroyablement généreuse : accepter de limiter le futur Etat palestinien à 22% de la Palestine historique.

Les accords d'Oslo qui ont suivi ont été dès le départ un marché de dupes : on a parlé de la sécurité d'Israël mais jamais de la réalité : l'occupation, les colonies, les discriminations, l'inégalité. Entre la signature des accords et l'assassinat de Rabin, 60000 nouveaux colons ont été installés.

L'Autorité Palestinienne n'a jamais été considérée comme l'embryon d'un futur état. Elle avait pour mandat essentiel de « faire la police ». Les signataires de l'appel Jcall doivent comprendre que recommencer un tel processus n'a strictement aucun sens. Être raisonnable, ce sera aborder les questions essentielles, ce sera régler la question fondamentale des 500000 Israéliens installés en Cisjordanie et à Jérusalem Est. Puisque le texte propose une solution sur la base de deux Etats, comment peut-il être silencieux sur la question des frontières ? Pourquoi ne dit-il pas par exemple que les IsraélienNES installés dans les territoires conquis en 1967 devront partir ou accepter la citoyenneté palestinienne ?

Et les signataires de Jcall peuvent-ils expliquer pourquoi Oslo a échoué alors que les Palestiniennes ont été les seuls à faire des concessions ? Sont-ils capables de comprendre tout ce qui n'est pas abordé dans leur texte : la question du sionisme qui ne donne aucune place aux Palestiniens, la question de la manipulation des histoires et des identités juives, l'incapacité pour la société israélienne d'accepter l'égalité ?

Gauche/droite

L'appel Jcall voudrait incarner dans le monde juif européen un courant de gauche, humaniste. C'est très important, il faut se référer aux droits fondamentaux. Pourtant dans l'histoire d'Israël, celles et ceux qui disent incarner la gauche ont participé à tous les mauvais coups contre la Palestine : Ben Gourion est au pouvoir en 1948 quand le pays est nettoyé ethniquement et que les biens des réfugiés sont confisqués. La gauche travailliste est au pouvoir lors de la guerre de 1967 et c'est elle qui décide de coloniser. C'est un ministre travailliste (Ben Eliezer) qui décide la construction du Mur qui balafre la Cisjordanie. Les travaillistes Peretz ou Barak ont joué un rôle important dans la guerre contre le Liban ou le massacre de Gaza. Plusieurs signataires de l'appel Jcall ont d'ailleurs approuvé ces deux guerres.

Bien sûr, il est fondamental qu'à l'intérieur d'Israël il y ait une « rupture du front intérieur » et les Juifs du reste du monde ont un rôle important à jouer. Encore faut-il qu'il s'agisse d'une rupture. Il existe en Israël une courageuse minorité qui se bat pour l'égalité des droits et contre l'occupation. Mais la gauche et la droite sionistes sont d'accord sur l'essentiel et partagent les mêmes valeurs. D'ailleurs les gouvernements d'Union Nationale se multiplient. Barak gouverne avec Lieberman et Pérès avec Nétanyahou. Peut-on penser qu'une solution « raisonnable » n'aborde pas cette question ? Ne remette pas en cause la base idéologique de cette guerre ? Les paix en Algérie, au Viêt-Nam, en Afrique du Sud ont été rendues possible par un important virage idéologique. Les signataires de Jcall pensent-ils qu'une paix « raisonnable » est possible sans une remise en cause des fondements même de l'idéologie qui a conduit Israël de guerres en guerres ? Ces signataires se disent attachés à un Etat juif et démocratique. Ne croient-ils pas, comme l'a écrit Shlomo Sand, qu'il s'agit d'une contradiction totale et qu'un Etat juif est totalement contraire au droit international qui ne différencie pas les citoyens selon leurs origines ?

Boycott et image

L'initiative Jcall intervient alors que le gouvernement israélien se moque ouvertement de ses désaccords avec Obama et continue d'être soutenu avec parfois de vagues critiques par l'Union Européenne. Mais l'image d'Israël est ternie. Les opinions publiques bougent. Le BDS remporte des succès. Les signataires de l'appel Jcall critiquent Nétanyahou, pas par désaccord avec la violence et l'occupation, mais parce que cette politique met en danger Israël et qu'ils veulent sauver ce pays.

Il faut aller plus loin. À l'image de l'universitaire israélien Névé Gordon qui a dit être pour le boycott « parce que c'est la seule façon de sauver mon pays ».

À partir de leurs préoccupations et de leurs peurs, les signataires doivent se poser les questions fondamentales. En tant que Juifs, ils seront obligés de revenir sur le processus qui a transformé des descendants de parias en bourreaux d'un peuple. Ce n'est pas d'une fêlure dont la paix a besoin ou d'une relégitimation d'Israël mais d'une vraie rupture.

La paix passe par le droit international, par les droits fondamentaux, par l'égalité des droits. Il n'y aura pas de paix sans remettre en cause le colonialisme, l'occupation, l'apartheid. Il n'y aura pas de paix en ignorant les Palestiniens.

Encore un effort camarades !

Pierre Stambul

2 mai 2010,

(*) Dans son film « La Mécanique de l'Orange », Eyal Sivan montre comment la population de Jaffa a été jetée à la mer en 1948.

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article1812>

1-4 Chems Eddine Chitour : L'apartheid : Assourdissant silence des intellectuels.

APPEL DES INTELLECTUELS JUIFS À LA RAISON.

«Je me suis rendu dans les territoires palestiniens occupés et j'ai vu une ségrégation raciale qui m'a rappelé avec force les conditions que nous avons connues en Afrique du Sud à l'époque du système raciste de l'Apartheid.» **Desmond Tutu**, (avril 2010)

Ce cri du coeur de Desmond Tutu, prix Nobel de la paix en 1984, n'a pas besoin d'être légitimé car venant de quelqu'un qui sait ce que l'apartheid veut dire en termes d'humiliation. L'apartheid dénoncé par Desmond Tutu est «*le développement séparé de la population d'un pays, sur une base raciale ou religieuse*». Il en est de même de Rony Brauman pour qui «l'actualité d'Israël et son avenir sont un Apartheid à la sud-africaine. Il souligne le fait que la vallée du Jourdain est actuellement complètement colonisée par Israël. Un "Etat palestinien" ne sera donc qu'une succession d'enclaves et l'idée israélienne est que l'Etat réel des Palestiniens sera la Jordanie. Brauman dit qu'on assiste au suicide lent d'Israël (...) par le choix de l'apartheid».(1)

L'apartheid dans les faits nous est donné par une tribune écrite par Julien Salingue, Nicolas Dot-Pouillard et Catherine Samary. Ecoutez-les: «*Eric Marty s'interroge, dans une tribune publiée le 21 avril sur Le Monde.fr: "Le boycott d'Israël est-il de gauche?"*. (...) L'argumentaire de M.Marty est aussi spécieux qu'original, et mérite un petit exercice de "sociologie littérale". L'hostilité à Israël serait le produit d'une "propagande antisémite systématique" dans les pays musulmans et d'un "flot paranoïaque d'imputations criminelles". L'antisémitisme existe et nous le combattons, ainsi que l'instrumentalisation de la cause palestinienne par des adeptes de la théorie du "complot juif". Mais nous combattons avec la même vigueur l'amalgame entre antisémitisme et critique d'Israël. Comment M.Marty interprète-t-il la récente enquête de la BBC, conduite dans 28 pays, dans laquelle seuls 19% des sondés apprécient positivement l'influence d'Israël? Une opinion mondiale otage de la propagande antisémite ou une critique partagée de la politique d'Israël? M.Marty affaiblit la lutte contre l'antisémitisme en développant lui aussi une logique du "complot" et en défendant trois des aspects les plus contestés de la politique israélienne: la construction du mur, l'attitude de l'armée à Gaza lors de l'opération "Plomb durci", la situation des Palestiniens d'Israël.»(2)

Avec la complicité de l'Egypte

«"Il n'est pas vrai que la barrière, ou le mur, de séparation relève d'une politique de discrimination". M.Marty balaie allègrement les avis d'Amnesty International, de la Croix-Rouge ou de l'ONG israélienne B'tselem. Il fait en outre, peu de cas de l'avis de la Cour internationale de justice (juillet 2004), qui qualifiait le mur de "violation du droit international" et demandait à Israël de le "démanteler immédiatement". Selon le dernier rapport de l'ONU, le mur serpentera sur 709 km, alors que la ligne verte n'en mesure que 320. Par endroit, il pénètre de 22 km en Cisjordanie (large de 50 km). 10% du territoire palestinien est annexé de facto à Israël, dont 17.000 ha de terres auxquelles les paysans ne peuvent quasiment plus accéder. Pour la seule partie Nord de la Cisjordanie, 220.000 villageois sont affectés. M.Marty envisage qu'il y ait eu des crimes de guerre à Gaza, mais c'est, ajoute-t-il, parce que "la guerre est criminelle".

Le droit international est plus exigeant, affirmant un principe que M.Marty écarte avec légèreté: tout n'est pas permis lorsque l'on fait la guerre.» «Or, les témoignages et rapports d'ONG le confirment: Israël a enfreint le droit de la guerre en déversant des bombes au phosphore blanc (considérées, y compris par les Etats-Unis, comme des armes chimiques) sur des zones densément peuplées, en empêchant le personnel médical de secourir de nombreux blessés ou en utilisant des boucliers humains. Les témoignages de soldats recueillis par l'ONG israélienne Breaking the Silence sont, à ce titre, éloquentes. De surcroît, Israël, avec la complicité de l'Egypte, a bouclé la minuscule bande de Gaza (360 km²), empêchant les civils de fuir un déluge de fer et de feu. En violation totale du droit de la guerre, le blocus se poursuit, empêchant la reconstruction et aggravant les conditions sanitaires.»(2) «Il est dès lors indécent de vanter l'humanité de l'armée israélienne pour mieux décrier le Hamas qui aurait "sciemment exposé les populations civiles en s'abritant derrière elles". (...)

Argument commode qui rend le Hamas responsable des morts israéliens et palestiniens, et occulte les chiffres gênants de l'opération "Plomb durci": plus de 1400 morts côté palestinien et 13 morts côté israélien (dont quatre tués par des "tirs amis"). Enfin, M.Marty affirme que les Palestiniens d'Israël (1/5e de la population) ne sont pas victimes de discriminations institutionnelles, mais sujets à des "inégalités conjoncturelles", contredisant un rapport du d états-unien, daté de 2009, qui affirme que "les citoyens arabes d'Israël continuent de souffrir de formes variées de discriminations". (...) Et que penser du fait que 13% des "Terres d'Etat", gérées par le Fonds national juif, ne puissent être cédées qu'à des juifs? Alors non, on ne peut pas dire n'importe quoi pour défendre Israël. (...) La menace de "l'anéantissement physique", premier et ultime argument de M.Marty, est l'expression la plus aboutie de cette paranoïa. Rappelons qu'Israël est la 1re puissance militaire du Moyen-Orient, la seule à détenir l'arme nucléaire et donc à avoir la capacité réelle d'anéantir un autre Etat. Dans le cas palestinien, l'argument frôle le ridicule: les Palestiniens ne possèdent ni armée, ni avions, ni tanks. La probabilité que le Hamas "anéantisse physiquement" l'Etat d'Israël est aussi élevée que celle de voir l'armée luxembourgeoise prendre le contrôle de Paris. L'instrumentalisation de la mauvaise conscience occidentale envers un anéantissement réel passé (la Shoah) sert en fait à blanchir Israël. (...)»(2)

Devant cette apparente fuite en avant accélérée par le gouvernement de droite de Netanyahu, et peut-être le sentiment que le vent commence à tourner, pour l'impunité d'Israël, on entend «des appels», celui de J.Street en septembre aux Etats-Unis, mouvement qui se dresse officiellement contre l'Aipac lobby sioniste, et qui prône une politique israélienne à deux Etats. Pour ne pas être en reste, en Europe à Bruxelles le 3 mai, un appel en écho à celui américain qui regroupe toute l'intelligentsia juive européenne principalement française qui demande à Israël d'être raisonnable. Jean Daniel dans une Tribune explicative

de l'Appel écrit: «*En fait, c'est un cri d'alarme accompagné d'une déclaration d'amour et de fidélité. Et cela donne évidemment plus de force encore au contenu de cet appel. (...) Il n'est question ici que de l'avenir d'Israël et de sa sécurité, de son isolement possible et, à la rigueur, de sa délégitimation. (...) D'abord, parce qu'il était temps de regrouper sous une forme quelconque tous les Français juifs qui sont décidés à ne pas laisser leur représentation confisquée par une seule institution, en l'occurrence le Crif. (...) Or il y a comme une alliance objective entre les ennemis extérieurs (arabes ou iraniens) et les ennemis intérieurs (juifs israéliens ou américains) contre la sécurité raisonnablement conçue d'Israël. (...) Certains chefs militaires, qui ont la confiance de la Maison-Blanche, n'ont pas hésité à déclarer publiquement que l'absence de paix entre Juifs et Palestiniens compromettrait l'efficacité du combat des troupes en Irak et en Afghanistan. Jamais, on n'était allé aussi loin. Le moment est donc bien choisi pour que les auteurs de l'appel à la raison puissent se faire entendre lorsqu'ils adjurent l'Europe et les Etats-Unis de conjuguer leurs pressions pour que, devant le danger, les Israéliens se prononcent démocratiquement en faveur de la politique des deux Etats, palestinien et israélien.»(3)*

Dans l'Appel on lit, notamment: «Le lien à l'Etat d'Israël fait partie de notre identité. L'avenir et la sécurité de cet Etat auquel nous sommes indéfectiblement attachés nous préoccupent. Or, nous voyons que l'existence d'Israël est à nouveau en danger (...) Si la décision ultime appartient au peuple souverain d'Israël, la solidarité des juifs de la diaspora leur impose d'oeuvrer pour que cette décision soit la bonne. (...) Nous voulons créer un mouvement européen capable de faire entendre la voix de la raison à tous Il a pour ambition d'oeuvrer à la survie d'Israël en tant qu'Etat juif et démocratique, laquelle est conditionnée par la création d'un Etat palestinien souverain et viable.» La lecture de cet appel et le soutien de Leïla Shahid déléguée de l'Autorité palestinienne auprès de l'Union européenne, à cet appel m'a incité à apporter aussi ma voix sans avoir compris le piège du mot «Etat juif démocratique». L'explication m'a été donnée par la suite. Alain Gresh analyse cet appel. Ecoutons-le: «Le 3 mai a été présenté à Bruxelles un «Appel à la raison», (...)

Ce texte a suscité des réactions opposées. Nous en donnerons deux, représentatives. La première vient de Richard Prasquier, le président du Crif et a été publiée par Le Figaro (30 avril 2010), sous le titre «Contre l'appel des Juifs européens» et reproduit sur le site du Crif: «Voici longtemps que le Crif s'était prononcé en faveur du principe "deux peuples, deux Etats". La grande majorité des Israéliens y souscrivent, le chef du gouvernement Benjamin Netanyahu l'a publiquement annoncé. La majorité des Palestiniens, malheureusement n'y souscrivent pas.» Il reprend ainsi le point de vue d'Elie Wiesel «(...) Dans la nécessaire et difficile négociation que nous appelons de nos vœux, il ne suffira pas pour que la paix puisse s'espérer et perdurer qu'on mette un terme à des constructions qui ne gênent objectivement personne... Ni les Palestiniens expropriés de leurs terres, ni ceux qui doivent contourner les colonies pour pouvoir circuler en Cisjordanie... Ils ne sont sans doute gênés que subjectivement parce que, en réalité, ils haïssent les juifs...» La liste des signataires de l'appel de JCall pose problème. Elle mêle un Bernard-Henri Lévy qui, sur un char israélien, entrainé dans Ghaza à l'hiver 2008-2009 et un historien comme Zeev Sternhell, dont les positions ont toujours été plus déterminées et critiques de la politique israélienne. Pour sa part, Leïla Shahid, a déclaré, «A travers JCall il y a un interlocuteur pour les Palestiniens»(4)

Dans une réponse contre l'Appel, l'Union juive française pour la paix écrit: «Dans cet état d'esprit, il a été lancé au niveau européen un appel "Jcall". (...) Cet appel dénonçant la colonisation ininterrompue de la Cisjordanie, il ébranle le monolithisme arrogant du Crif (...)

Toutefois, l'Union juive française pour la paix ne peut apporter sa signature à ce texte ni le soutenir de quelque façon que ce soit. En effet, il se présente clairement comme une façon de faire accepter au monde un "Etat juif et démocratique" dont les Juifs du monde entier seraient par définition solidaires, un Etat démocratique pour les Juifs mais juif au regard des Palestiniens. Les Palestiniens sont les grands absents de ce texte, Ghaza n'y existe pas, le droit des réfugiés n'y existe pas, le droit de tous les habitants d'Israël à une citoyenneté complète n'y existe pas. Pire, le texte estime que la décision finale n'appartient qu'aux Israéliens, ne donnant aucune voix au chapitre aux Palestiniens. Car ses rédacteurs l'écrivent clairement, ce qui les guide c'est sauver l'existence et la sécurité de l'Etat d'Israël, c'est la crainte d'un processus de délégitimation de cet Etat. Pour l'UJFP, le peuple israélien ne peut espérer une paix durable qu'en acceptant une solution faisant droit aux revendications légitimes du peuple palestinien. Le rôle des Juifs dans le monde n'est pas d'entretenir le peuple israélien dans l'idée suicidaire que sa mission serait d'établir entre Méditerranée et Jourdain un Etat juif refuge exempté de toute obligation de respect des règles du droit international et de simple humanité à l'égard d'un peuple qu'il continue d'ignorer.»(5)

Pour sa part, Daniel Salvatore Schiffer sur son blog dénonce l'hypocrisie des intellectuels juifs: «L'«*Appel à la Raison*»: tel est le nom que les initiateurs, (...) pour la paix au Proche-Orient ont donné, au grand dam, notamment du Crif à une pétition osant critiquer publiquement la politique étrangère actuellement menée, au vu de ses colonisations en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, par Israël. Soit. Jusque-là, rien à redire, pour ma part, même si une tout aussi légitime contre-pétition, intitulée «*Raison Garder*» (...) a aussitôt vu le jour, attribuant, quant à elle, la responsabilité de l'échec du processus de paix aux seuls Palestiniens. Mais ce qui frappe, en revanche, dans la première pétition, lancée donc par le Jcall c'est que, parmi ses signataires, se retrouvent également, toutes tendances politiques confondues et par-delà tout clivage idéologique, des noms (outre ceux d'Elie Barnavi, de Daniel Cohn-Bendit ou d'Ivan Levaï) tels qu'Alain Finkielkraut et Bernard-Henri Lévy, ardents et même inconditionnels défenseurs, jusque-là, d'Israël.

«*Ne touchez pas à mon Israël*»

Car, en ce qui concerne ces deux derniers, on ne les entendit guère, sauf pour justifier envers et contre tout Israël, lorsque Tsahal bombardait de façon disproportionnée, durant l'été 2006, le Sud Liban pour se protéger des roquettes lancées sur son territoire par les fanatiques du Hezbollah. C'est d'ailleurs là ce qui me poussa à écrire, le 20 juillet 2006, un article intitulé, précisément, L'assourdissant silence des intellectuels, papier où je faisais alors allusion notamment, quoique sans jamais les y mentionner nommément, à un Finkielkraut et à un Lévy! (...) Mais, surtout, comment concilier, logiquement et sans contradiction aucune, cette tardive prise de position de la part de Bernard-Henri Lévy, artisan là d'un énième virage de cuti, avec ce qu'il clame, par exemple, en ses récentes Pièces d'identité et, plus exactement encore, dans sa partie ayant pour très emblématique titre Le génie du judaïsme, dès lors qu'il y prône un Etat d'Israël essentiellement «*intouchable*», comme un

absolu ontologiquement exempt de toute possible critique, fût-elle des plus rationnelles, et y défend même, à l'instar de ce qu'il soutenait déjà dans son plus ancien Testament de Dieu, la très audacieuse thèse d'un judaïsme doté d'une primauté métaphysico-théologique par rapport à ces deux autres monothéismes que sont, historiquement, le christianisme et l'islam? (6) Où en sommes-nous après les remous calculés et les pétitions et contre-pétitions programmées pour donner l'illusion d'un débat qui n'est plus monolithique mais qui au fond, ne change rien à l'affaire. On dit que les pays de la Ligue arabe ont approuvé le 1er mai la tenue de «discussions de proximité». Abou Mazen négociera jusqu'à la prochaine provocation d'Israël qui sera en définitive adoubee par l'Occident. Jusqu'à quand?

1. http://www.dailymotion.com/video/xd75x1_rony-brauman-critique-severement?start=1

2. J.Salingue, N.Dot-Pouillard, Peut-on tout dire pour défendre Israël? Le Monde 27.04.10

3. Jean Daniel: Pour sauver Israël. Le NouvelObs. 2010-04-30

4. Alain Gresh JCall, analyses d'un appel <http://blog.mondediplo.net/05-05.-2010>

5. Union juive française pour la paix: JCall appelle à la raison: quelle raison? 29.04.2010.

6. Daniel Salvatore Schiffer: Israël, les intellectuels et la raison Agoravox 3 mai 2010

Pr Chems Eddine Chitour, Ecole nationale polytechnique,

Chems Eddine Chitour

10 mai

L'EXPRESSIONDZ.COM

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Chems-Eddine_Chitour.100510.htm

1-5 La rencontre Mechaal-Medvedev affirme la force du Hamas.

Khaled Mechaal, président du bureau politique du Hamas, a rencontré le président russe Medvedev dans la capitale syrienne Damas. Cette rencontre est pour beaucoup d'analystes politiques comme une reconnaissance russe et occidentale de la force du Hamas et de son rôle dans la région.

Ils croient que la Russie veut montrer aux Américains qu'ils gardent un rôle efficace dans les affaires du Moyen-Orient, comme le dossier syrien, le dossier iranien et la réconciliation iranienne.

Une force politique

L'analyste politique Mohsin Abou Ramadan remarque que la rencontre de Mechaal avec le président russe veut dire que le Hamas est désormais une force politique palestinienne dont la position s'est enracinée sur la carte politique internationale. Une reconnaissance concrète d'une force concrète.

Les positions actuelles de la Russie donnent l'impression que la Russie va vers le démantèlement des conditions du Quartette dont celle qui refuse de traiter avec le Hamas.

Ces positions de la Russie servent l'intérêt du peuple palestinien et les intérêts des Arabes, croit fortement Abou Ramadan.

Equilibre difficile

De son côté, l'écrivain Tayssir Mohaissine pense que la rencontre est porteuse de plusieurs sens importants. En effet, la Russie veut retrouver sa place comme grande puissance. Par conséquent, elle veut trouver sa position qu'elle possédait à l'époque de l'Union Soviétique. Cependant, elle se rend compte que cela n'est possible sans une solution à la question palestinienne et sans prendre en compte le Hamas comme joueur majeur à ne pas mettre négliger, dit Mohaissine.

Il ajoute que la Russie ne veut en aucun cas laisser le champ libre aux Etats-Unis, pour qu'ils ne puissent modeler le Monde à leur image et selon leurs intérêts. La Russie voudrait reprendre sa position historique qui lui revient, non comme l'Union Soviétique, mais comme l'Etat qu'elle est.

En rencontrant Mechaal, la Russie a voulu adresser un message consistant à dire qu'elle reste un élément efficace dans les affaires du Moyen-Orient, dont les dossiers syrien et iranien, ainsi que la réconciliation.

L'entrée de la Russie sur la ligne de la réconciliation, dit-il, influencera très certainement toutes les parties, tous les joueurs de la question palestinienne. Si ces derniers ne changent pas leur position envers le Hamas, le dossier palestinien sortira de leurs mains.

La position du Hamas

Par ailleurs, l'analyste politique Hani Al-Bassous croit avec certitude que cette rencontre représente une reconnaissance explicite aussi bien russe qu'occidentale du Hamas et de son rôle, en sachant bien que le Hamas est un parti politique palestinien qui pèse lourd sur la scène palestinienne et qui exprime le point de vue de la majorité du peuple palestinien.

Lorsqu'une personnalité aussi importante que le président russe rencontre le chef du bureau politique du mouvement du Hamas, cela ne vient que confirmer la position politique acquise sur la scène internationale, que la Russie garde une bonne relation avec le Hamas, malgré tous les agissements des Etats-Unis visant à isoler le Hamas.

Cette rencontre servira le mouvement du Hamas, ajoute-t-il.

Elle confirme que le mouvement est un parti pesant lourd sur la scène politique, plus encore que l'autorité. Le Hamas représente une grande partie du peuple palestinien. La rencontre du Hamas avec le président russe sera certainement un

nouveau point de départ.

13 mai

Source : CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

1-6 Stuart Littlewood : Israël urine sur la Grande-Bretagne et nos hommes politiques adorent ça.

Le dernier acte de piraterie d'Israël en haute mer - la saisie d'un bateau d'aide à destination de Gaza et le kidnapping de son équipage - met en évidence la complicité du gouvernement britannique, qui toujours mène un combat d'arrière-garde pour le compte d'Israël, écrit Stuart Littlewood.

Le mardi 30 Juin [2009], la marine israélienne, dans un acte flagrant de piraterie en haute mer, a agressé le navire Spirit of Humanity et enlevé six ressortissants britanniques qui avaient pris part à un voyage d'assistance.

Le petit navire désarmé amenait une cargaison de médicaments, de jouets pour les enfants et de matériaux de reconstruction, le tout destiné à la population sinistrée de Gaza.

L'offensive israélienne meurtrière de 22 jours en décembre 2008 et janvier 2009 a laissé plus de 50 000 habitations, 800 propriétés industrielles, 200 écoles, 39 mosquées et deux églises endommagées ou détruites. Le Comité International de la Croix-Rouge affirme que les 1,5 million de Palestiniens qui vivent à Gaza sont « pris au piège du désespoir », incapables de reconstruire leur vie parce qu'Israël, après avoir détruit avec jubilation la société civile et les infrastructures, bloque tout effort pour acheminer les matériaux nécessaires à la reconstruction.

Ceux qui étaient à bord du Spirit of Humanity agissaient en conformité avec les engagements des bailleurs de fonds de fournir 4,5 milliards de dollars pour la reconstruction et la réhabilitation de Gaza, et avec la demande à Israël par le président américain Obama de laisser passer ces fournitures.

Le navire humanitaire a appareillé à Larnaca, à Chypre, avec un équipage de 21 militants des droits de l'homme, des travailleurs humanitaires et des journalistes, venus de 11 pays différents, avec parmi eux le prix Nobel Mairead Maguire et l'ancienne membre du Congrès américain, Cynthia McKinney.

Dans les premières heures du mardi qui a suivi le départ, des navires de guerre israéliens ont encerclé le bateau et menacé d'ouvrir le feu si l'équipage ne rebroussait pas chemin. Quand ils ont refusé de se laisser intimider, les Israéliens ont brouillé leurs instruments de bord et leur récepteur GPS, le radar et les systèmes de navigation, mettant ainsi en danger la vie de l'équipage.

Le navire avait été vérifié et avait obtenu l'habilitation des autorités portuaires de Chypre avant son départ, et il ne représentait aucune menace.

Richard Falk, rapporteur spécial sur les droits de l'homme pour l'Organisation des Nations Unies, a déclaré que la saisie du Spirit of Humanity était illégale et que le blocus permanent de Gaza était un crime contre l'humanité.

Oui, oui, M. Falk. Mais la question est toujours la même : que fait votre organisation paralytique et sans utilité à ce sujet ? Ou se tordre les mains est-il tout ce qu'elle sait faire ?

Beaucoup de personnes ici, dont moi-même, ont immédiatement écrit à David Miliband, le secrétaire britannique aux affaires étrangères, au sujet de l'agression.

Deux jours plus tard, j'ai appelé le bureau de la Palestine au Foreign Office à Londres.

La personne à qui j'ai parlé semblait mal à l'aise en ressortant toujours le même vieux charabia sur « nous travaillons dur pour résoudre le problème » et « nous faisons tout notre possible ». Il déclara que les six britanniques étaient détenus en Israël, et que personne ne savait où exactement l'incident a eu lieu. Toutefois, le navire était équipé d'un traceur GPS, de sorte que le système devrait avoir une idée précise de leur position lorsqu'ils ont été attaqués.

Le vrai problème, comme je l'ai suggéré, c'est qu'Israël ose kidnapper des Britanniques en haute mer et n'en craint pas les conséquences - sans doute confiants qu'il n'y en aura aucune. Je me suis rappelé qu'Israël avait lancé des avertissements (ce qu'avait fait aussi le Foreign Office) de ne pas voyager dans cette zone. Quelle zone ? Il ne faut donc plus voyager dans les eaux internationales.

Le porte-parole m'a assuré que des progrès avaient été réalisés. Il y avait « une initiative » pour l'envoi des fournitures humanitaires dans la bande de Gaza ; mais j'ai fait remarquer qu'il n'y avait aucune preuve qu'Israël se soit conformé au droit international et aux conventions de Genève. Il a aussi affirmé qu'il y avait « des initiatives » sur l'arrêt de colonies de peuplement dans les territoires occupés, même si j'ai fait remarquer que les Israéliens venaient juste d'approuver encore plus de constructions illégales.

Je lui ai également rappelé le pilonnage du bateau The Dignity lors d'une mission similaire, par une vedette israélienne le 30 Décembre, à 53 miles de la côte, et comment les gens ici étaient encore fous de rage que rien n'ait été fait à ce sujet.

Le navire, avec 16 personnes à bord, avait été gravement endommagé et s'était traîné jusqu'à un port libanais où il s'est mis en sécurité. Pour autant que je sache, il n'y a jamais eu d'offre d'indemnisation ni aucune demande de Londres. Comme d'habitude, quelqu'un d'autre a dû payer la note des destructions effrénées d'Israël.

Le Dignity avait une cargaison de 3,5 tonnes de fournitures médicales, l'essentiel étant fourni par le gouvernement de Chypre, avec un capitaine britannique et un second grec. Il transportait 14 passagers, dont l'un était Cynthia McKinney. Il y avait aussi deux chirurgiens et un médecin palestinien. Un de mes amis était parmi eux et m'a envoyé ce récit de l'attaque à donner froid dans le dos ...

« A 4 heures 55 heures le 30 Décembre, des projecteurs sont apparus à l'arrière du bateau. Il y avait deux navires de guerre israéliens. Ils sont arrivés à toute vitesse, et sont restés à côté de nous.

Ces bateaux peuvent faire plus de 45 noeuds, transporter dix tonnes de carburant et des systèmes d'armements sophistiqués dont des missiles Hellfire [missiles téléguidés de fabrication américaine]. Des balles traçantes ont été tirées vers le ciel, formant des ellipses, puis des fusées éclairantes. A 5 heures 30 environ, une canonnière orientait son projecteur sur le côté gauche du Dignity. Soudain il y eut un fracas terrible à l'avant, puis un autre presque simultanément, et encore un autre sur le côté gauche ... Il y a eu une forte inclinaison et il a semblé que le bateau était en pleine décomposition. Il faisait noir, la force du vent était de 4 à 5 et il y avait une mer de 10 pieds.

Le capitaine criait : 'nous avons été enfoncés'. » « On craignait que le bateau ne coule. Il a envoyé un signal de détresse Mayday, mais il n'y avait pas de réponse. Cynthia McKinney et Caoimhe Butterly ne savaient pas nager ; les gilets de sauvetage ont été rapidement distribués à tous. La coque prenait d'eau, mais les pompes étaient au travail. Les premiers mots d'un commandant de l'une des canonnières nous sont parvenus par la radio. Ce fut d'abord une accusation selon laquelle l'équipage du navire était impliqué avec des terroristes et qu'il était subversif.

Puis vint la menace de tirer. Le capitaine interdisait de se rendre dans la bande de Gaza ou plus au sud, à El-Arish en Egypte. Il a ordonné de retourner à Larnaca - environ 160 miles, même si le bateau avait été gravement endommagé, et les Israéliens ne savaient pas si il y avait suffisamment de carburant, ce qui n'était pas le cas. Il a pris un cap au nord et le bateau est resté flottant dans une mer plus calme. »

« Un membre de l'équipage a négocié avec les autorités libanaises l'accès à un port sécurisé à Sour (Tyr), où se pressait une foule en liesse sur les quais. Un navire de la FINUL est sorti pour nous escorter et les canonnières israéliennes, qui nous suivaient, sont reparties. »

« Y avait-il eu intention meurtrière ? Une canonnière est sortie de la nuit noire, sans feux de position et juste avec un projecteur, indiquant notre coque bâbord comme cible aux autres bateaux. Elle s'est approchée à environ 30 degrés sur la gauche du Dignity et à toute vitesse. L'intention de couler le Dignity et donc de noyer son équipage était claire. Si la coque avait été en GRP (plastique renforcé de verre), elle aurait éclaté et le bateau aurait coulé comme une pierre à 53 miles nautiques au large de Haïfa. Heureusement, la coque était construite en contreplaqué pour la mer avec des renforcements en bois et elle a tenu ... »

L'équipage du Spirit of Humanity a été relâché, sauf une écossaise très résolue, Theresa McDermott. Elle a été plus tard emprisonnée dans la prison de Ramleh. Lorsque le consulat britannique en Israël a été contacté pour aider à localiser Teresa, le personnel a refusé de l'aider en disant qu'il ne pouvait pas fournir d'aide à une citoyenne du Royaume-Uni à moins que, personnellement, elle ne l'ait demandé. Teresa a été libérée après six jours, son « crime » étant probablement d'être membre de la Campagne internationale de solidarité comme l'était Rachel Corrie avant elle.

Ma question écrite à M. Miliband était tout simplement celle-ci :

Pourquoi le gouvernement de Sa Majesté n'a-t-il pas fourni une escorte pour le navire Spirit of Humanity, afin de le protéger des actes tout à fait illégaux de piraterie et de menaces à la vie [de l'équipage] venant de la marine israélienne ? Il y a eu des incidents répétés de harcèlement, de dommages infligés, de vol et d'agression armée en haute mer ou dans les eaux palestiniennes contre des navires désarmés par la marine israélienne.

Le gouvernement britannique a promis haut et fort que la Royal Navy allait aider à faire cesser « la contrebande » d'armes pour la résistance de Gaza, mais elle ne protégera pas les pêcheurs de Gaza d'être attaqués par des maraudeurs israéliens alors que ces gens tentent de gagner leur vie. Et évidemment, le gouvernement ne prendra pas la peine de protéger son propre peuple alors que celui-ci s'active à des actions légitimes.

Mais, bien sûr, ils ont rapidement fait beaucoup de bruit lorsque l'Iran a capturé 15 marins britanniques il y a deux ans s'étant prétendument égarés dans les eaux iraniennes.

Pour prix de nos péchés nous sommes maintenant aux prises avec un secrétaire au Foreign Office qui appelle à la libération du membre d'un équipage de tank, Gilad Shalit, mais pas à la libération de 11 000 civils palestiniens - dont des femmes et des enfants - qui croupissent dans les geôles israéliennes. Il permet même à l'ambassadeur britannique de se transformer en larbin de la communauté juive dans cette campagne à sens unique.

Le 25 Juin Miliband, a déclaré :

« Aujourd'hui, c'est le troisième anniversaire de l'enlèvement de Gilad Shalit. Les deux ministres britanniques et l'ambassadeur britannique en Israël ont eu des contacts répétés avec la famille de Gilad et ont souligné notre soutien à la libération immédiate de Gilad. En Septembre dernier, l'ambassadeur a aidé à livrer au CICR [Comité international de la Croix-Rouge] plus de 2000 cartes du Nouvel An juif pour Gilad dans le cadre d'une campagne organisée par la communauté juive du Royaume-Uni. Je renouvelle l'appel du Royaume-Uni au Hamas pour sa libération immédiate, inconditionnelle et en bonne santé. Nous partageons la consternation de la famille Shalit suite au refus du Hamas de permettre au CICR l'accès à Gilad. »

Il est honteux que son désarroi ne s'étende pas aux 11 000 familles palestiniennes.

Les Britanniques découvrent la vérité sur l'absence de tout respect de la loi par Israël. En l'absence d'une action ferme du gouvernement britannique, ils adoptent des mesures de représailles sous la forme d'un boycott, qui a poussé M. Miliband à pleurnicher que « le gouvernement était consterné que des motions appelant au boycott d'Israël soient en cours de discussion dans les congrès syndicaux et conférences syndicales cet été ». Il insiste sur le fait que les boycotts « entravent les possibilités de coopération et de dialogue et ne servent qu'à polariser le débat encore plus. Le boycott ne ferait que rendre plus difficile la conclusion d'une paix que les Palestiniens et les Israéliens méritent et souhaitent ».

M. Miliband n'a appris aucune des leçons des 61 dernières années. Et notre premier ministre en gestation, David Cameron (un sioniste et, comme Brown et Blair, un patron du Fonds National Juif), n'est pas différent. Il a déclaré : « Je pense qu'il y a autre chose que nous devons faire, c'est dire à nos universitaires dans ce pays que les boycotts d'Israël sont tout à fait inacceptables, et je pense que nous avons aussi besoin de le dire aux syndicats. »

Aujourd'hui, vous devez soigneusement faire votre chemin à travers une véritable course d'obstacles pro-sionistes - les élus et leurs comparses israéliens qui hantent tous les coins et recoins dans les coulisses du pouvoir et dominant les organes clés de la défense britannique. Ces porteurs de drapeaux israéliens semblent trop heureux que les Israéliens nous urinent dessus - comme sur le reste du monde - et ils les récompensent par encore plus de commerce et de coopération scientifique.

Stuart Littlewood

29 Avril

Source: [Info Palestine](#)

1-7 Youssef Boussoumah : Le colonial, le criminel de guerre et la supplétive

indigène.

Jeudi 15 avril 2010, le maire de Paris, Bertrand Delanoë, digne représentant du très colonialiste parti socialiste, le président israélien Shimon Pérès, responsable en tant que 1er ministre, de l'invasion du Liban de 1996 et du massacre de 100 civils réfugiés dans un abri du village de Cana et Rachida Dati, maire du 7^e arrondissement de la capitale, préposée indigène aux basses œuvres judiciaires de la république sarkozienne, ont inauguré en grandes pompes, l'esplanade Ben Gourion, du nom du fameux criminel de guerre israélien.

Ce dernier, grand organisateur de l'expulsion de 800 000 Palestiniens en 47/48 mais aussi grand pourvoyeur de charniers à Tantura, Lyda et autres villes, comme à Acre, Jaffa ou Haïfa est aussi celui qui très cyniquement pronostiquait et misait sur la disparition des Palestiniens en tant que peuple, amené selon lui, à se perdre progressivement dans les limbes de l'Histoire. Mais loin s'en faut, il n'y a pas que de l'opportunisme dans la décision de Delanoë. Plus qu'une fraternité d'armes, celle établie entre l'Israël de Ben Gourion et la France du socialiste Guy Mollet en 1956, aux fins d'agresser l'Égypte de Nasser, il y a aussi une véritable fascination. Celle que peut éprouver le dirigeant d'un parti, le P.S., pour un maître du genre colonial, qu'il reconnaît comme son inspirateur.

Ainsi, l'un des plus beaux sites de la capitale sera désormais dédié à celui qui a fait le malheur du peuple palestinien. Il s'agit d'une allée en bord de Seine, faisant face au musée du quai Branly, consacré aux arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Océanie. On ne saurait trouver mieux que la proximité de cette nouvelle mouture du musée des colonies dont d'ailleurs il a hérité d'une grande partie des collections, pour honorer le souvenir abject du fondateur d'une des pires entreprises coloniales européennes. Que Delanoë s'en réjouisse, libre à lui, mais qu'il sache que, politiquement parlant, il devra en assumer toutes les conséquences. Et surtout, pour prétendre faire bonne mesure, pas question que d'ici quinze jours, il nous propose en consolation, une de ses bougnouleries dont il a le secret. Une quelconque impasse des Mille et une nuit ou une possible ruelle de la danse du ventre, un susucré en somme. La question est politique et la promenade Ben Gourion est une infamie irrattrapable qui arrive après tant d'autres. Comme le quasi jumelage de Paris avec Tel Aviv, la place Théodor Herzl ou les festivals culturels franco israéliens. Cependant, par honnêteté, il nous faut évoquer également l'attitude hypocrite des élus d'autres partis de gauche qui, présents en juillet 2008 au Conseil de Paris, lors du vote de la décision de cette inauguration, n'avaient pas jugé bon s'y opposer. Aujourd'hui, afin de racheter leur turpitude, ils poussent des cris d'orfraies et revendiquent, pour contrebalancer, disent ils, la promenade Ben Gourion, une rue Arafat. Qu'ils sachent qu'on ne compense jamais une infamie. Pourrait on compenser l'inauguration d'un boulevard Adolf Hitler par une avenue Jean Moulin, une avenue général Massu par un boulevard Maurice Audin ?

En tout cas, cela indique bien, si besoin était, les limites de la confiance anti coloniale pouvant être accordée à ces partis. Et si nous, nous faisons confiance à la grande crue décennale qui s'annonce pour engloutir sous les eaux, la promenade Ben Gourion, c'est bien sur notre parti anti colonial, le PIR, aux côtés d'autres anticolonialistes conséquents, que nous comptons pour contribuer à refermer définitivement sur le P.S, le couvercle de la poubelle de l'histoire qui déborde de ses déjections.

Youssef Boussoumah

21 Avril

Youssef Boussoumah, membre du Parti des Indigènes de la République

Source: Les Indigènes de la République

tiré d'investig'Action

1-8 Gaza: des hommes masqués incendient un camp d'été organisé par l'ONU.

Des dizaines d'hommes masqués ont incendié dimanche les installations d'un camp d'été organisé par l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) et menacé le directeur de cette agence de "mesures sévères", a indiqué son porte-parole.

"Des hommes armés ont mis le feu aux installations du camp, notamment des équipements récréatifs et des bassins en plastique, et les ont totalement détruits", a déclaré à l'AFP le porte-parole Adnane Abou Hasna.

Il a précisé que des hommes masqués avaient attaqué et attaché un vigile du camp, qui devait s'ouvrir le mois prochain, laissant sur les lieux une enveloppe contenant quatre balles adressée à John Ging, le directeur pour Gaza de l'UNRWA.

De même source, les hommes armés ont bloqué la route côtière qui longe le littoral méditerranéen de la bande de Gaza avant de détruire ce camp d'été.

Il s'agissait de l'un des plus importants camps d'été réservés à quelque 250.000 enfants de réfugiés palestiniens dans l'enclave palestinienne.

Le directeur de l'UNRWA a stigmatisé cette agression la qualifiant "d'acte de vandalisme lié à l'extrémisme, s'attaquant au bonheur des enfants".

"L'UNRWA ne se laissera pas intimider par de tels actes et reconstruira rapidement le camp", a-t-il assuré dans un communiqué.

La police du Hamas a ouvert une enquête et le porte-parole du ministère de l'Intérieur Ihab al-Ghoussein, a dit "condamner sévèrement cette attaque" assurant que ses commanditaires seront poursuivis.

L'UNRWA fournit une aide alimentaire ainsi que des services éducatifs et de santé à plus d'un million de Palestiniens de la bande de Gaza, considérés comme des réfugiés.

Ce territoire est soumis au blocus d'Israël depuis que le Hamas en a pris le contrôle à la faveur d'un coup de force en juin 2007 contre le parti laïc Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas. L'Égypte a en outre resserré le contrôle de ses frontières avec la bande de Gaza. (AFP / 23 mai 2010 1)

1-9 Sérieuses préoccupations israéliennes quand à leur avantage militaire!

Le chef de la section technologique de l'armée israélienne, le général Kadhai Shahar, a déclaré que l'écart technique et technologique entre "Israël" et ses ennemis diminue d'une manière rapide et très dangereuse. Il a noté qu'une série de rapports des services de sécurité et des services de renseignements ont montré que nous ne possédons pas un énorme avantage, comme c'était le cas auparavant, dans le domaine des coopérations technologiques et techniques, notamment au sujet des combats nocturnes et de la force aérienne" ! Kadhai a ajouté : "Nos ennemis ont développés leurs technologies, d'une manière progressive, ce qui pose un dilemme pour nous », en soulignant que « la révolution technologique a dévoilé l'ensemble de nos réalisations technologiques militaires à l'ennemi qui contre-attaque en innovant de nouveaux systèmes de défense et de nouveaux armements».

Par ailleurs, le quotidien Al Hayat avait rapporté que le ministre de la guerre israélien, Ehud Barak avait déclaré lors d'une rencontre organisée par le parti travailliste, qu'ils avaient besoin d'un changement fondamental et urgent dans les relations israélo-américaines, car la poursuite de la supériorité militaire qualitative dépend de la volonté des États-Unis à maintenir cette prédominance.

20/05/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=138375&language=fr>

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Leila Mazboudi : Pots de vin et chantage à l'ONU pour la création « d'Israël »

Nouvelle révélation qui devrait faire réfléchir sur les facteurs qui ont contribué à la création de l'entité sioniste et la prise de position au sein de l'organisation onusienne : C'est grâce aux pots de vins et au chantage que l'usurpation de la Palestine a été décidée. Sur les 33 états des 46 membres qui formaient de l'Assemblée générale en 1947, nombreux sont les pays qui ont perçu des pots de vin afin d'accorder leurs voix en faveur de la résolution onusienne 181 sur la partition de la Palestine.

Cette divulgation revient à un historien israélien, Benny Morris, l'un des plus "sionisant" de ceux qui furent connus sous l'appellation « les nouveaux historiens israéliens du post-sionisme ». Elle est étayée dans son nouveau livre intitulé « 1948 : l'histoire de la première guerre arabo-israélienne » dans lequel il brosse l'histoire de l'entité sioniste, minée par les mensonges et les fausses croyances. Son approche même celle présentant les images les plus poignantes contre des Palestiniens n'a rien d'un examen de conscience. Elle vise surtout à justifier aux sionistes toutes leurs agressions, au nom de la création de l'entité sioniste.

Quelques jours avant le vote, raconte Morris, les dirigeants du mouvement sioniste étaient particulièrement perturbés. Après avoir décompté les voix des votants, les résultats s'avéraient être en défaveur de la création de l'entité sioniste.

C'est à ce moment que fut prise la décision de puiser dans le machiavélisme : « à ce point là, l'un de ces dirigeants sionistes jugea que les moyens propres de dissuasion n'étaient plus suffisants, et qu'il fallait recourir aux moyens sombres, dont les pots de vin et les autres pressions », écrit Morris, signalant que « les considérations financières ont joué un rôle considérable sur les représentants de pays d'Amérique du sud, dont l'un d'entre eux perçut la somme de 70 mille dollars en contre partie de son vote en faveur de la partition ».

L'historien israélien évoque le cas du Costa-Rica, prétendant qu'il a touché le montant de 45 milles dollars, celui du Guatemala dont le représentant faisait part d'un zèle quelque peu exagéré selon Morris pour le sionisme et qui, « d'après les documents des archives britanniques percevait des sommes de la part de mouvements sionistes américains et était en relation avec une juive ».

Un deuxième procédé tout aussi démoniaque fut également utilisé pour la création « d'Israël », celui du chantage. Selon Morris, il était exercé contre ceux qui refusèrent d'être corrompus: ainsi le Libéria s'est vu menacé de ne plus pouvoir vendre son caoutchouc.

Parmi les parties qui l'exercèrent, en général des hommes d'affaires et d'influence sionistes, est mentionné un certain Samuel Zamouraï dirigeant d'un syndicat américain (la société des fruits unifiée) qui jouissait d'une grande influence dans les Caraïbes.

Ces procédés ne sont certes pas une nouveauté pour le public israélien. Ils ont été mentionnés par des historiens tels Michaël Cohen et Tom Seguev, lequel avait écrit qu'à cette époque, un budget d'un million de dollars a été assigné pour « des opérations spéciales ».

Mais pourquoi Morris, selon lequel ils sont bel et bien légitimes car « la création d'Israël était à l'ordre du jour... et la fin justifie les moyens », les rappelle-t-il à un moment où l'entité sioniste sonne plus que jamais la sonnette d'alarme sur son existence.

« Un pot de vin est meilleur qu'une troisième guerre mondiale que les Arabes menaçaient de déclencher si l'état

était proclamé », avait-il glissé durant son entretien avec le Yediot Aharonot.

Les propos peuvent éventuellement suggérer, aux yeux du bourreau, le contentieux présent avec l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas.

Mais aux yeux des victimes, ils prouvent une fois de plus l'ampleur de l'arnaque, via les instances internationales.

22 mai

Source : Al Manar

<http://www.almanar.com.lb/...>

2-2 Derrière Le Blocus De Gaza La Logique Sado-Nazie D'Israël.

Une logique sadique et un souci du détail dans l'organisation administrative du blocus rappellent les méthodes des Nazis dans le Ghetto de Varsovie, dans les camps d'extermination. Israël en a « tiré les leçons ».

Nourrissons palestiniens condamnés à mourir.

L'organisation israélienne de défense des droits de l'homme Gisha a poursuivi en justice le gouvernement israélien avec pour objectif d'obliger Israël à révéler des informations concernant le contrôle des importations dans Gaza qui maintient la population palestinienne sous blocus, une punition collective définie comme crime de guerre par le Droit International.

Par exemple, les règles qui autorisent l'importation de cannelle et pas de coriandre semblent arbitraires et ça l'est. Mais ce qui est choquant c'est la logique sadique dissimulée derrière et mise en place jusqu'au moindre détail par ceux qui ont le Houpza (arrogance extrême) de prétendre défendre les Juifs de tout nouveau génocide.

Il n'y a rien de plus efficace pour renforcer le sentiment d'impuissance au sein d'une population prisonnière que le fait que tous les détails de la vie quotidienne sont sous le contrôle et le bon vouloir d'un pouvoir invisible et inaccessible et surtout imprévisible. C'est ce qu'on appelle de la subjugation un exercice sadique pour casser toute volonté de résistance chez ceux qui sont soumis à ce régime.

La directrice de Gisha, se défendant d'être experte ne matière de sécurité pour se protéger de toute critique des responsables sionistes à l'affût et prêts à crier « trahison », mais il est bien évident que pour elle :

I« Empêcher des enfants de recevoir des jouets, des fabricants de se fournir en matières premières - je ne vois pas en quoi cela correspond à des besoins sécuritaires israéliens ».

Il est clair que la rhétorique du « sécuritaire » est exploitée par le régime sioniste pour violer au quotidien les droits de base des Palestiniens de Gaza.

Le gouvernement israélien a finalement fourni au tribunal un document répondant de manière tout à fait partielle à la demande de Gisha, mais qui reste néanmoins révélateur de l'état d'esprit sado nazi qui prévaut au sein de l'establishment israélien vis-à-vis de la population palestinienne vivant sous occupation. La BBC en a obtenu une copie.

La raison principale évoquée pour maintenir ce blocus inhumain sur plus de 1.5 millions de Palestiniens dont plus de 50% d'enfants, est définie comme suit :

« Les restrictions sur le transfert de biens est un pilier central des moyens dont disposent l'Etat d'Israël dans le conflit armé qui l'oppose au Hamas ».

Autrement dit Israël avoue textuellement qu'il viole le Droit International sciemment et ce pour forcer la résistance palestinienne à Gaza à se soumettre donc qu'il commet volontairement pour se faire un crime de guerre contre la population civile palestinienne. Un document en plus à verser au dossier des poursuites judiciaires contre les responsables politiques et militaires israéliens pour crimes de guerre à l'encontre de la population palestinienne.

Les autorités israéliennes ont également confirmé l'existence de 4 autres documents qui définissent comment fonctionne ce blocus :

Comment ils procèdent pour répondre aux demandes palestiniennes d'importations dans Gaza,

Comment ils contrôlent les pénuries dans Gaza,

Comment ils donnent leur accord sur la liste de ce qui est autorisé à y entrer,

Et un document intitulé « Consommation Alimentaire dans la Bande de Gaza - Lignes Rouges » qui établit le nombre minimum de calories nécessaires pour les 1.5 millions d'habitants de Gaza selon leur âge et leur sexe ? Israël a refusé de fournir ces documents sous prétexte que selon les propres termes des autorités israéliennes : « cela causerait du tort à la sécurité nationale et aux relations étrangères ».

Sur le plan organisationnel Israël rivalise d'ingéniosité avec l'organisation nazie de planification du génocide juif même si cela se fait en tablant sur un génocide lent -malnutrition et tout l'éventail de maladies qui s'y rapporte, pénurie de soins, dégénérescence... pour régler ce qui est considéré par les autorités israéliennes mais aussi par la grande majorité des Juifs israéliens comme la plus grande menace contre le régime sioniste : la démographie galopante palestinienne Gaza incluse. Israël, lorsqu'il ne bombarde pas les Palestiniens avec des bombes au phosphore, à l'uranium appauvri, des missiles remplis de fléchettes, et autres armes sophistiquées qu'il expérimente sur les civils de Gaza avant de les vendre sur le marché international de l'armement, est devenu expert en gestion de la souffrance palestinienne par malnutrition, guerre psychologique, privations de toutes sortes.

On comprend dès lors pourquoi Israël refuse de rendre ces documents publics par crainte bien évidemment des retombées négatives dans ses relations avec les états occidentaux.

Mais le refus des dirigeants politiques comme Obama, Sarkozy, Merkel etc.. de condamner Israël ou même simplement de faire pression pour que cesse ce siège féodal, cette barbarie les rend irrémédiablement complices.

L'histoire les jugera comme tels.

[Liste des produits autorisés dans Gaza](#)

www.rafahtoday.org

2-3 Proche-Orient : Israël négocie et bombarde.

Israël qui, depuis 1948, ne cesse de se consolider aux dépens de ses voisins, menace la stabilité du Proche-Orient.

Comme si sa supériorité militaire fait un doute, la Chambre des représentants américains a approuvé à une majorité écrasante (410 voix contre 4) un projet du président américain, Barak Obama, prévoyant d'octroyer 205 millions de dollars à Israël pour la mise en place de son système de défense contre des roquettes et des missiles de courte portée, intitulé «Iron dome».

Pour le président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre, Howard Berman, c'est une question vitale de protéger «chaque mètre carré d'Israël». Réconforté, Tsahal roulera demain ses mécaniques.

Il débutera son exercice annuel de défense civile. Officiellement c'est pour préparer ses arrières et les services de secours à une éventuelle attaque massive de roquettes de Hamas ou du Hezbollah.

Selon Nabil Qaouk, un responsable du parti chiite libanais, «les combattants ont reçu pour instruction de se tenir totalement prêts face à la manœuvre israélienne » et «en cas de nouvelle agression contre le Liban, les Israéliens ne trouveront pas un endroit en Palestine où se cacher ».

Nouvelle guerre ? Israël, qui a récemment accusé la Syrie de fournir des missiles Scud au Hezbollah, avait prévenu qu'il tiendrait le gouvernement libanais pour responsable, et non le mouvement chiite, en cas de conflit armé. Le Premier ministre libanais, Saâd Hariri se rendra demain à Washington pour sa première visite officielle aux Etats-Unis. Selon Oussama Safa, directeur du Centre libanais des études politiques, lors de cette visite, M. Hariri, qui rencontrera le président Obama, «cherchera à obtenir des garanties de Washington contre une nouvelle aventure israélienne au Liban».

Lors de sa première rencontre, jeudi, avec l'émissaire américain, George Mitchell dans le cadre des négociations indirectes entre Israël et l'Autorité palestinienne, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu s'est dit «prêt à faire des gestes de bonne volonté envers les Palestiniens».

En contrepartie, il leur exige de s'employer «à donner une atmosphère positive aux entretiens et ne mène pas une campagne internationale contre Israël comme elle l'a fait pour empêcher son adhésion à l'OCDE». Mais les gestes de bonne volonté israéliens sont bien singuliers.

Quelques heures après cette rencontre entre Mitchell et Netanyahu, l'armée israélienne a lancé trois raids aériens sur la bande de Gaza.

Autre geste israélien : Mohammed Abou Teir, un député du Hamas emprisonné depuis près de quatre ans, à peine relâché, qu'il se voit signifier par la police d'El Qods, après un interrogatoire, qu'il est «indésirable» à El Qods.

«Les enquêteurs m'ont dit que je devais rester dans mon village et ne pas venir en ville (El Qods)», dit-il. L'heure a-t-elle sonné pour une nouvelle guerre au Proche-Orient ?

22/05

<http://www.horizons-dz.com/monde/10242.html>

2-4 Ce que les Israéliens refusent de voir.

Tous les sujets tabous intéressent l'opinion publique israélienne, sauf la répression contre les Palestiniens.

Ces derniers vivent pourtant à quelques kilomètres de chez eux, constate le poète Yitzhak Laor.

Les Israéliens raffolent des secrets militaires. Leurs best-sellers sont des livres écrits par d'anciens militaires, espions ou responsables du Shabak [service de la sûreté] et du Mossad [service de renseignement].

Toute une culture s'est bâtie autour de «ce dont il est interdit de parler mais qu'il faut savoir à tout prix». Mais il y a une chose que les Israéliens (ou du moins la plupart d'entre eux) ne veulent pas savoir et qui n'a rien à voir avec le secret militaire. La dernière enquête d'opinion réalisée par le Centre Tami Steinmetz de recherches sur la paix indique que, s'il y a un sujet dont l'opinion israélienne ne veut rien savoir, c'est la répression contre les Palestiniens. Ici, il ne s'agit pas de secret mais de déni.

Une enquête n'était sans doute pas nécessaire. Il suffit de regarder les informations sur une chaîne privée pour comprendre que ce qui se passe dans les Territoires palestiniens n'est pas «vendeur».

Non seulement les gens ne veulent rien savoir parce qu'ils savent pertinemment qu'il y a quelque chose à savoir (sinon ils ne refuseraient pas de savoir), mais l'armée israélienne est désormais considérée comme l'unique source légitime d'information sur les Territoires.

Or l'armée ment – et c'est une litote. Le vocabulaire dont elle use pour, par exemple, évoquer les tirs contre des manifestants palestiniens non violents est truffé d'euphémismes, et le devoir d'explication ne se fait sentir que lorsque des ONG israéliennes comme B'Tselem diffusent des photos montrant, par exemple, des colons ouvrir le feu sans que l'armée ne bouge le petit doigt. Voilà le genre de choses que les Israéliens ne veulent pas savoir.

Les Territoires sont loin. Les Palestiniens sont loin. Le «mur», les routes de séparation, l'armée et les journaux télévisés sont responsables de cette hallucination. La «Judée» et la «Samarie» [appellations bibliques de la Cisjordanie] sont pourtant tout près de nous. Les colons vivent parmi nous. Nous les voyons tous les jours, eux et leurs maisons. Ils sont dans l'armée. Ils sont l'armée. Mais la séparation entre, d'une part, ceux qui sont près de nous, qui ont le droit de vote, les armes, les droits et l'appui financier de l'Etat, et, d'autre part, ceux qui vivent à

égale distance physique mais qui sont tenus en respect loin de nous, de l'autre côté du mur, des clôtures et des barrages, cette séparation est entretenue par notre refus de savoir, par notre déni.

Les ONG israéliennes défendant les droits de l'homme sont harcelées tout simplement au nom de notre refus de savoir. Il nous est interdit de nous forger librement une opinion sur des faits, des scènes, des voix et des options, toutes choses censées participer à la prise de conscience par l'Israélien – qui vit à cinq minutes – de cette réalité incroyable que représentent quarante-trois ans de dictature militaire exercée sur un autre peuple. Nos arguments sécuritaires sont contredits par un argumentaire diamétralement opposé, selon lequel notre insécurité résulte de la dépossession des Palestiniens, du contrôle que nous exerçons sur leurs ressources naturelles et des entraves infinies que nous imposons à leur vie quotidienne. Mais ce dernier argumentaire ne fait pas le poids face à la perception israélienne du "Nous sommes ici, eux ne sont pas ici".

Lorsque le principal du lycée Ironi, à Tel-Aviv, a demandé que l'on emmène ses enseignants voir les barrages [israéliens dans les Territoires palestiniens], il s'est fait violemment rappeler à l'ordre par sa hiérarchie. C'est la réalisation d'une prophétie de Karl Marx : "Un peuple qui en opprime un autre forge ses propres chaînes." On ne saurait mieux décrire notre réalité historique actuelle.

Source : Yitzhak Laor dans Association France Palestine Solidarité, 20 mai 2010, <http://www.france-palestine.org/article14712.html>

Écrit par Association France Palestine Solidarité

21/05/2010

http://www.lemonde.fr/opinions/article/2010/05/21/le-grand-malaise-des-juifs-americains_1361102_3232.html

2-5 Les Israéliens s'apprêtent à une catastrophe jamais vue

62 ans après l'usurpation de la Palestine, les Israéliens s'entraînent à la plus grande catastrophe dans leur histoire.

Des immigrés, des évacués, des réfugiés dans des camps, une terminologie jamais utilisée pour parler des Israéliens, mais aujourd'hui, elle est l'une des principaux titres de la plus grande manœuvre dans l'histoire d'"Israël".

Le commandement du front intérieur a mis en place un plan détaillé ayant pour objectif de contrôler l'évacuation collective des colons des régions qui seront les cibles d'attaques aux missiles, en cas de guerre.

Dans ce contexte, le chef du front interne, le général Yaiir Golan, a présenté ce plan au chef d'état major et au ministère de la guerre. Il a notamment parlé de "scénario effrayant", appelant les autorités israéliennes à s'engager à assurer les besoins de ses citoyens et à faciliter leur évacuation des régions qui seront bombardées. Toujours selon Golan, il faut aménager les bâtiments publics pour qu'ils puissent accueillir, d'une façon temporaire les déplacés, pendant la guerre. Il en est de même, pour les endroits souterrains, comme les parkings, a-t-il ajouté.

Entre-temps, le quotidien israélien Haaretz, a révélé que les responsables sont convenus à installer des camps pour les déplacés dans les réserves naturelles et de leur ouvrir les bases militaires moins exposées au danger.

Citant un haut responsable dans le commandement du front intérieur, le Haartez a rapporté qu'"Israël" ne pourra plus ignorer le phénomène de déplacés pendant la guerre.

Pour ce responsable, "Israël" sera obligé à faire face au déplacement des centaines de milliers, durant la guerre 21/05

<http://www.almanar.com.lb>

2-6 Noam Chomsky .

1 Noam Chomsky sur la politique étrangère d'Obama.

Extrait

AMY GOODMAN : (...) que pensez-vous de l'administration Obama et du conflit Israélo-palestinien ?

NOAM CHOMSKY : Le conflit israélo-palestinien est un cas facile. Il y a un consensus international quasi-total depuis 35 ans maintenant sur ce qu'il convient de faire pour résoudre le problème – du moins à court terme - à savoir : deux états avec des frontières reconnues par toutes les parties, avec, selon les termes employés, « des modifications mineures et acceptées par les deux parties ». C'était d'ailleurs la politique officielle des Etats-Unis jusqu'à ce qu'ils décident un jour de s'évader du monde réel, au début des années 70. Et c'est un point de vue très largement partagé. En 1976, il y a même eu une résolution du Conseil de Sécurité appelant à une solution à deux états. Les Etats-Unis ont opposé leur veto. Et ça n'a pas cessé depuis. Je ne vais pas passer toute l'histoire en revue, mais si on en arrive directement au présent, le consensus est désormais quasi-total. Il y trouve tous les états arabes, et ce depuis longtemps. Il y trouve l'Iran, l'Organisation des Etats Islamiques. Il y trouve le Hamas. En fait, il y trouve tout le monde sauf les Etats-Unis et Israël.

Que dit l'administration Obama ? C'est intéressant. Obama a cette grande vision, mais si vous regardez les choses de plus près, en oubliant la vision et en examinant les faits, les choses changent. D'un côté, il demande poliment aux Israéliens ne plus étendre leurs colonies, ce qui n'a pas de sens, parce que le problème, c'est l'existence même des colonies, pas leur extension. De plus, ces mots n'ont aucun sens. Il ne fait que répéter les propos de Bush. En fait, il cite ce que l'on appelle la Feuille de Route, le soi-disant accord officiel pour aller de l'avant. Il ne fait que le citer. Ça n'a aucun sens, mais ça fait malgré tout partie de sa grande vision.

D'un autre côté, et qui est plus intéressant, peu de temps après sa prise de fonction, il a donné son premier et jusqu'à présent son unique discours sur le conflit israélo-palestinien. C'était au moment où il présentait George Mitchell comme son

négociateur, ce qui est un bon choix, si on lui donne les moyens de réussir. C'est à ce moment-là qu'Obama a expliqué ce qu'il avait l'intention de faire. C'était au moment de la main tendue vers le monde musulman. Il a dit, en parlant de la proposition de paix arabe, eh bien voilà ce que j'appelle une proposition constructive – c'était sa façon à lui de flatter les auteurs de la proposition. Puis il a enchaîné, en déclarant, « Il est temps que les Arabes se conforment à leur proposition de paix et commencent à normaliser leurs relations avec Israël. » Obama est un homme instruit, intelligent. Je suppose qu'il choisit ses mots avec soin. Il savait parfaitement que ce n'était pas la proposition de paix arabe. La proposition de paix arabe reprenait les termes du consensus international et disait, dans l'éventualité de deux-états, que les états Arabes iraient même au-delà d'une normalisation des relations avec Israël. Obama en a extrait le corollaire, mais a omis la substance, ce qui est une façon comme une autre de déclarer que les Etats-Unis allaient se cantonner dans leur position de refus. Il n'aurait pas pu être plus clair.

Avec cet appel à cesser l'expansion des colonies, il a été un peu plus loin – pas lui, personnellement, mais ses porte-paroles lors des conférences de presse. On leur a demandé si l'administration allait faire quelque chose si Israël refusait. Ils ont répondu « non, c'est purement symbolique ». En fait, ils ont explicitement dit que l'administration ne ferait pas ce que George Bush père, lui, avait fait. George Bush père avait quelques petites punitions qu'il distribuait lorsqu'Israël s'entêtait à désobéir aux Etats-Unis. Clinton les a adoucies et Obama les a supprimées. Il a dit, « non, c'est juste symbolique. » Ce qui revient à dire à Benjamin Netanyahu « allez-y, faites ce que vous voulez. Nous dirons que nous sommes mécontents mais nous le ferons avec un clin d'œil complice, alors allez-y. En attendant, nous participerons, en vous envoyant des armes. Nous vous accorderons un soutien diplomatique et une participation active. » C'est cela, sa vision. Difficile d'être plus clair.

Que pouvons-nous faire ? Nous pouvons essayer de faire en sorte que les Etats-Unis rejoignent le monde réel. Dans ce cas précis, ce serait rejoindre le reste du monde. Rejoignez le monde réel et acceptez le consensus international et cessez de participer activement à son viol, c'est-à-dire aux actions de l'état d'Israël. J'aurais pu dire aux actions de l'état d'Israël *et* des Etats-Unis. Ce qu'Israël et les Etats-Unis sont en train de faire à Gaza et en Cisjordanie, c'est de détruire l'espoir d'une réalisation de ce consensus international.

Et je crois qu'il n'y pas beaucoup d'alternatives. En fait, de nombreux militants palestiniens eux-mêmes vont jusqu'à dire qu'il faut abandonner la solution de deux états et laisser Israël s'emparer de tous les territoires, éventuellement les annexer, pour ensuite passer à une lutte pour les droits civiques et une lutte similaire à celle contre l'apartheid. Ceux qui disent ça sont aveugles. Cela n'arrivera jamais. Les Etats-Unis et Israël ne laisseront pas faire. Ils continueront de faire exactement ce qu'ils sont en train de faire : étrangler Gaza, le détacher de la Cisjordanie, en violation des accords internationaux et, en Cisjordanie, s'emparer de tout ce qui les intéresse.

NOAM CHOMSKY

interviewee par **AMY GOODMAN**

Traduction VD pour le Grand Soir. Précision du traducteur : s'agissant d'une interview, le traducteur a tenu à gommer les hésitations du "parler" pour rendre la lecture un peu plus fluide. Merci de signaler les erreurs et coquilles car errare humanum est.

TRANSCRIPTION ORIGINALE EN ANGLAIS

http://www.democracynow.org/2010/3/15/noam_chomsky_on_obamas_foreign_policy

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Noam-Chomsky-sur-la-politique-etrangere-d-Obama-sur-sa-propre-histoire-et-sur-l-importance-de-faire-entendre-son-opinion.html>

2 Je suis déconcerté par les contradictions de Noam Chomsky sur la Palestine.

Ali Abunimah

J'ai beaucoup d'admiration et de respect pour Noam Chomsky, un des principaux intellectuels de notre temps, dont le travail m'a ouvert les yeux sur un grand nombre de questions. Mais comme beaucoup d'autres, je suis de plus en plus déconcerté par les nombreuses incohérences dans son point de vue sur la Palestine.

Il y a quelques mois, par exemple, j'ai répondu à son opposition au mouvement boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) lors du programme de radio Voix du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord de Khalil Bendib.

Après que Chomsky a été outrageusement empêché par Israël de se rendre en Cisjordanie occupée au cours du week-end, je n'ai pu m'empêcher d'être frappé par une autre contradiction flagrante.

Dans son interview du 17 mai sur Democracy Now, il a dit à Amy Goodman que son itinéraire prévoyait une réunion avec Salam Fayyad, "le premier ministre" non élu de l'Autorité palestinienne de Ramallah, soutenu par les USA et Israël, qui a été imposé après que les USA ont aidé à renverser le « gouvernement d'unité nationale » qui a suivi les élections de 2006.

Chomsky dit à Goodman : "J'allais rencontrer le premier ministre [Fayyad]. Malheureusement, je n'ai pas pu le faire. Mais son bureau m'a appelé ici à Amman, ce matin, et nous avons eu une longue discussion.

Il mène une politique qui, à mon avis, est tout à fait raisonnable ; il part des faits sur le terrain. C'est presque - je pense que c'est probablement une imitation consciente de la politique sioniste initiale - l'établissement des faits sur le terrain et en espérant que les formes politiques qui vont suivre seront déterminées par ces faits. Et les politiques m'ont l'air raisonnables et saines. La question, bien sûr, est de savoir si, - dans la mesure où Israël et les USA sont des facteurs déterminants - ils permettront leur mise en œuvre. Mais si elles sont appliquées, et si, bien sûr, Israël et les USA renoncent à essayer systématiquement de séparer Gaza de la Cisjordanie, ce qui est tout à fait illégal, si cela continue, oui, on pourrait obtenir un État palestinien viable".

Vraiment ? Chomsky le grand critique des efforts US visant à saper la démocratie et à imposer ses clients dans le monde appuie à présent chaleureusement un régime fantoche appuyé par les USA ? Ne me croyez pas sur parole. Voici ce que

Chomsky a dit à propos précisément de la même Autorité palestinienne de Ramallah dont il trouve maintenant "le premier ministre" tellement "raisonnable" lors d'une conférence à Boston le 21 janvier 2009.

Après avoir décrit longuement comment Israël avait l'intention d'enlever aux Palestiniens d'Israël et des territoires occupés ce qui leur reste de droits et de compléter la colonisation des terres palestiniennes restantes, Chomsky dit :

Eh bien, ces propositions ne peuvent être appliquées que si elles ne rencontrent pas de résistance. En Cisjordanie, il y a maintenant très peu de résistance, parce que la violence israélienne a en effet affaibli la résistance de la population. Et aussi à cause de ceux qui collaborent parmi les forces palestiniennes. Comme vous le savez certainement, Israël, les USA, et leurs alliés, les dictatures arabes — Jordanie, Égypte — ont entraîné des forces de sécurité - les forces de sécurité du Fatah-dont la tâche principale est de maîtriser la population. En cas de manifestations contre les atrocités perpétrées à Gaza, ce sont ces forces-là qui interviendront au lieu de l'armée israélienne. C'est un schéma typiquement colonial. Toute l'histoire du colonialisme fonctionne comme cela.

Je ne vais pas entrer dans les détails, mais c'est absolument courant, très courant. Comme, disons en Inde, où la population était maintenue sous contrôle principalement par des soldats indiens sous commandement britannique. C'est simplement une procédure typique et naturelle. En Tchétchénie aujourd'hui, les forces militaires tchétchènes maintiennent l'ordre tandis que les Russes restent à l'arrière-plan pour le cas où les choses tourneraient mal. C'est de la routine et c'est le système qui est repris en Cisjordanie. D'accord, ils ont réussi à atténuer les manifestations en Cisjordanie pour pouvoir appliquer leur politique sans problème, mais il leur faut encore faire plier Gaza. À Gaza, on résiste toujours.

Plus loin, Chomsky parle d'Israël qui a renié l'accord de 2005 concernant l'ouverture des frontières de Gaza et qui maintient l'actuel blocus :

Quelques mois plus tard, en janvier 2006, Israël a rejeté l'accord tout comme les USA. Et la raison en était que les Palestiniens avaient commis un crime vraiment grave. Ils avaient mal voté lors d'élections libres. Et cela ne se fait pas. Le parrain n'aime pas ça et par conséquent, vous devez être punis. Et c'est ainsi que la communauté internationale doit écrire des articles vertueux sur notre désir de démocratie, et là encore, c'est ainsi que les affaires internationales fonctionnent et comment notre système culturel fonctionne...

Ce qui est arrivé à Chomsky c'est qu'il soutient, qu'il appuie et qu'il marque de son sceau, ce qu'il a lui-même décrit comme un régime colonial de collaboration ?

18 Mai 2010 - Cet article peut être consulté ici :

[Ali Abunimah](#)

samedi 22 mai 2010 - 07h:29

<http://aliabunimah.posterous.com/bl...>

Traduction : Anne-Marie Goossens

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8745

<http://alqods-palestine.blogspot.com:80/> Vidéo la stratégie du choc

http://www.dailymotion.com/video/x61ckm_la-strategie-du-choc_news?start=367

2 James Petras : Noam Chomsky et le Lobby pro-israélien : Quatorze thèses erronées.

Mais il y a plus grave : la censure qui s'exerce de plus en plus à l'encontre de notre liberté d'expression et l'érosion de nos libertés civiques et de notre liberté académique par un lobby agressif bénéficiant de soutiens puissants tant dans le pouvoir législatif qu'à la Maison Blanche menacent notre démocratie, déjà sérieusement écornée.

Il nous incombe, par conséquent, d'examiner les quatorze thèses erronées de l'éminemment respecté Professeur Chomsky, afin d'aller de l'avant et d'affronter les menaces que représente le Lobby pour la paix, à l'extérieur, et nos libertés civiques, à l'intérieur des Etats-Unis.

Quatorze thèses à dormir debout

1) Chomsky affirme que le Lobby ne serait qu'un lobby parmi d'autres, comme il en existe beaucoup, à Washington.

Ce faisant, il ignore que le lobby s'est assuré des plus confortables majorités au Congrès en faveur de l'allocation à Israël du triple des aides internationales annuelles destinées à l'ensemble de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine (pour un montant de plus de 100 milliards de dollars sur les quarante années écoulées).

Le Lobby dispose de cent cinquante fonctionnaires à plein-temps qui travaillent à l'AIPAC (American-Israel Public Affairs Committee), secondés par une armée de lobbyistes de toutes les grandes organisations juives (Anti-Defamation League, American Jewish Committee, American Jewish Congress, etc.) et par les fédérations juives nationales, régionales et locales, qui suivent fidèlement la ligne des "grandes" et sont actives dans le monde politique et dans l'opinion locale au sujet d'Israël, assurant la promotion et le financement de candidats législateurs sur la base de leur adhésion à la ligne du parti définie par le Lobby.

Aucun autre lobby n'associe de cette manière la richesse, les réseaux d'influence jusqu'aux fondements de la société, l'accès aux médias, le levier législatif et l'objectif obsessionnel propre au lobby pro-israélien.

2) Chomsky n'analyse pas les majorités quasi unanimes au Congrès, qui soutiennent année après année tous les privilèges et les aides promus par le Lobby en faveur d'Israël, en matière militaire, économique et migratoire.

Il se garde bien d'étudier la liste des cent initiatives parlementaires couronnées de succès que publie pourtant chaque année l'Aipac, même durant les années marquées par la crise budgétaire, la désintégration des budgets intérieurs destinés à la santé et les pertes en hommes générées par la guerre.

3) L'attribution, relevant du cliché, des objectifs de la guerre aux "grossiums du pétrole", à laquelle procède Chomsky, est totalement infondée. En réalité, les guerres moyen-orientales des Etats-Unis obèrent leurs intérêts pétroliers à plusieurs titres, notamment stratégiques.

Les guerres génèrent une hostilité généralisée envers les compagnies pétrolières entretenant des relations sur le long terme avec des pays arabes. Les guerres (dites "américaines") ont pour résultat de saper la conclusion de nouveaux contrats dans des pays arabes, pour des investissements pétroliers américains.

Les compagnies pétrolières américaines sont bien plus favorables à une résolution pacifique des conflits que ne l'est Israël, et tout particulièrement ses Lobbyistes : toutes les revues spécialisées et tous les porte-parole de l'industrie pétrolière y insistent. Chomsky choisit d'ignorer totalement les activités et la propagande pro-guerre des organisations juives pro-israéliennes et l'absence de propos favorables à la guerre, en revanche, dans les médias de "Big Oil" [les magnats du pétrole, ndt].

Il ignore, de la même manière, la tentative déployée par ces médias de "Big Oil" afin de préserver des liens avec des régimes arabes opposés aux ambitions hégémoniques belliqueuses d'Israël.

Contrairement à ce qu'affirme Chomsky, en allant faire la guerre au Moyen-Orient, les Etats-Unis sacrifient les intérêts vitaux des compagnies pétrolières au profit de la quête israélienne d'hégémonie au Moyen-Orient, sur l'injonction et au profit du Lobby pro-israélien.

Dans la compétition des lobbies, il n'y a absolument pas photo entre le bloc de pouvoir pro-israélien et les compagnies pétrolières, quand il s'agit de favoriser les intérêts israéliens au détriment des intérêts pétroliers, qu'il s'agisse de guerre, ou de contrats pétroliers.

Chomsky n'examine jamais la force relative des deux lobbies en ce qui concerne la détermination de la politique moyen-orientale des Etats-Unis.

En général, ce chercheur habituellement actif à exhumer une documentation quasi introuvable, est particulièrement relax dès lors qu'il s'agirait de dévoiler des documents pourtant d'ores et déjà disponibles, qui anéantissent ses assertions au sujet de Big Oil et du Lobby israélien.

4) Chomsky refuse d'analyser les désavantages diplomatiques qu'encourent les Etats-Unis en opposant leur veto automatique aux résolutions du Conseil de sécurité qui condamnent les violations systématiques des droits de l'homme perpétrées par Israël. Ni le complexe militaro-industriel, ni Big Oil n'ont la moindre prise sur le comportement des Etats-Unis en matière de votes à l'ONU.

Les lobbies pro-israéliens sont les seuls lobbies à exercer des pressions en faveur de tels veto allant à l'encontre des alliés les plus proches des Etats-Unis, de l'opinion publique mondiale et, cela, au prix d'un rôle, quel que soit ce rôle, que les Etats-Unis seraient susceptibles de jouer, en tant que "médiateurs" entre le monde arabo-musulman et Israël.

5) Chomsky refuse d'analyser le rôle du Lobby dans l'élection des membres du Congrès, son financement de candidats pro-israéliens et les plus de cinquante millions de dollars qu'il dépense en dons aux partis, aux candidats et au financement des diverses campagnes électorales.

Avec, pour résultat, un vote à 90 % du Congrès sur les thèmes prioritaires mis en avant par le Lobby, avec le soutien des associations pro-israéliennes locales et régionales qui y sont affiliées.

6) Il n'entreprend pas plus d'analyser le cas de ces candidats battus électoralement par le Lobby, les excuses abjectes extorquées à des membres du Congrès qui ont osé remettre en question les politiques et les tactiques du Lobby, ni l'effet d'intimidation que ces "châtiments pour l'exemple" ont sur tous les autres membres du Congrès. L'effet "boule de neige" des sanctions électorales et des pots de vin est une des explications de ces majorités sans précédent en faveur de toutes les initiatives de l'Aipac. Les pitoyables tentatives déployées par Chomsky afin de mettre un signe d'égalité entre les initiatives pro-israéliennes de l'Aipac et des intérêts politiques américains plus larges est manifestement absurde, pour quiconque a étudié l'alignement des groupes politiques associés à l'élaboration, au soutien, aux pressions et au co-parrainage des mesures de l'Aipac : la puissance du lobby juif excède de très loin son électorat, comme le démontre le déversement de fric (un million de dollars) consacré à la défaite de Cynthia McKinney, une femme représentant la Georgie au Congrès.

Le fait qu'elle ait été réélue, par la suite, essentiellement parce qu'elle a mis la sourdine à ses critiques envers Israël, montre l'ampleur de l'impact du Lobby, y compris sur des Démocrates dignes de ce nom. La puissance du lobby juif excède de très loin son électorat, comme le démontre le déversement de fric (un million de dollars) consacré à la défaite de Cynthia McKinney, une femme représentant la Georgie au Congrès.

Le fait qu'elle ait été réélue, par la suite, essentiellement parce qu'elle a mis la sourdine à ses critiques envers Israël, montre l'ampleur de l'impact du Lobby, y compris sur des Démocrates dignes de ce nom.

7) Chomsky ignore le pouvoir sans égal qu'a le Lobby de rameuter l'élite. Son congrès annuel attire tous les principaux leaders du Congrès, les membres clés du Gouvernement, plus de la moitié des membres du Congrès, qui jurent soutien inconditionnel à Israël et vont jusqu'à identifier les intérêts d'Israël à ceux des Etats-Unis. Aucun autre lobby n'est en mesure d'assurer une telle participation de l'élite politique, ni ce degré de servilité abjecte, depuis tant de temps, au sein des principaux partis politiques.

Particulièrement important est le fait que l'"électorat juif" représente moins de 5 % de l'électorat américain total, les juifs pratiquants ne représentant que moins de 2 % de la population, et encore, tous ne sont pas des partisans "d'Israël, avant tout", loin de là !

Aucun des principaux lobbies des Etats-Unis, ni la NRA, ni l'AARP, ni l'Association nationale des Industriels, ni la Chambre Nationale de Commerce ne peuvent convoquer une telle brochette de dirigeants politiques, ni encore moins s'assurer de leur soutien inconditionnel à des lois et des décrets exécutifs favorables à Israël.

C'est rien moins qu'une autorité en la matière, tel que le Premier ministre d'Israël, Ariel Sharon, qui a vanté la

puissance du lobby pro-israélien en matière de politique moyen-orientale des Etats-Unis.

Néanmoins, impavide, Chomsky se contente d'affirmer que le lobby pro-israélien ne diffère en rien des autres lobbies, sans faire le moindre effort pour comparer leurs influences relatives, ni leur capacité de mobilisation et le caractère bi-partisan des soutiens dont ils bénéficient, ni leur efficacité en matière d'obtention de l'adoption en urgence de textes législatifs à leur convenance.

8) Dans son analyse de la montée en puissance de la guerre américaine contre l'Irak, le passage en revue par ailleurs méticuleux auquel procède Chomsky de documents relatifs à la politique étrangère, des analyses des liens politiques entre décideurs politiques et centres de pouvoir, est totalement abandonné, en faveur de commentaires impressionnistes totalement vides du moindre fondement empirique.

Les principaux architectes gouvernementaux de la guerre, ses promoteurs intellectuels, leur stratégie publiquement énoncée et publiée pour cette guerre, ont été, dans leur totalité, profondément liés au lobby israélien, et ont apporté de l'eau au moulin de l'Etat d'Israël.

Wolfowitz, le numéro 2 du Pentagone, Douglas Feith, le numéro 3, du Conseil National de Sécurité, et des dizaines d'autres décideurs clés au sein du gouvernement et d'idéologues dans les mass médias étaient des activistes en faveur d'Israël depuis toujours, certains d'entre eux ayant même perdu leur accréditation auprès d'Administrations américaines précédentes, au motif d'avoir communiqué des documents au gouvernement israélien.

Chomsky ignore les documents stratégiques fondamentaux rédigés par Perle, Feith et d'autres Sionocons, dès 1996, afin de réclamer une action belliqueuse contre l'Irak, l'Iran et la Syrie, qu'ils ont mise en application plus tard, après avoir pris le pouvoir grâce à l'élection de Bush.

Chomsky ignore totalement le bureau de désinformation créé au sein du Pentagone par l'ultrasioniste Douglas Feith – l'ainsi dit "Bureau des Plans Spéciaux" - géré par son collègue sionocon Abram Shumsky, afin d'aiguiller des « données » bidonnées vers la Maison Blanche, en court-circuitant et en discréditant la CIA et les services du renseignement militaire qui contredisaient cette désinformation.

Un spécialiste non-sioniste du bureau "Moyen-Orient" du Pentagone, la colonelle Karen Kwiatkowski, a décrit avec force détails le flot constant et très à l'aise d'officiers du Mossad et de l'armée israélienne, entrant dans le bureau de Feith et en sortant, alors qu'au même moment des experts américains de très haut niveau s'en voyaient interdire l'accès.

Aucun de ces décideurs politiques clés, qui ont prôné et obtenu la guerre, n'ont eu le moindre contact direct, ni avec le complexe militaro-industriel, ni avec Big Oil, mais tous étaient profondément et activement liés à l'Etat d'Israël et soutenus par le Lobby.

Etonnamment, Chomsky, qui est connu pour sa critique des intellectuels entichés de pouvoir impérial et des universitaires obéissants, suit une voie similaire dès lors qu'il s'agit d'intellectuels pro-israéliens au pouvoir et de leurs collègues universitaires sionistes.

Le problème, ce n'est pas seulement le «lobby» exerçant des pressions depuis l'extérieur, mais bien, en revanche, les comparses dudit lobby à l'intérieur de l'Etat.

9) Fréquemment, Chomsky se moque des critiques formulées du bout des lèvres par les libéraux au sujet de la politique étrangère des Etats-Unis. Néanmoins, il ne soulève pas la moindre objection au sujet du silence absolu des progressistes juifs en ce qui concerne le rôle majeur joué par le Lobby dans la promotion de l'invasion de l'Irak.

A aucun moment il n'engage le débat, ni ne formule de critiques, sur les dizaines de partisans universitaires israéliens de premier plan soutenant la guerre contre l'Irak, l'Iran ou la Syrie.

En lieu et place, sa critique de la guerre se contente de tourner autour des leaders de partis, de l'administration Bush, etc... sans jamais tenter de comprendre quelle était la base organisée et les mentors idéologiques des militaristes va-t-en-guerre.

10) Chomsky n'analyse pas l'impact de la campagne concertée et ininterrompue de tous les principaux lobbies et personnalités pro-israéliens américains afin de réduire au silence les critiques d'Israël et le soutien apporté à la guerre par le Lobby.

Le refus de Chomsky de critiquer l'abus fait par le Lobby de l'accusation d'antisémitisme (allégué) afin de détruire nos libertés civiles, de chasser des universitaires de leurs universités et d'autres positions sociales au motif qu'ils ont osé critiquer Israël et le Lobby est particulièrement évident dans le cas de la récente campagne de diffamation à l'encontre des Professeurs Walt et Mearsheimer.

Alors que le Lobby a exercé – on sait avec quel succès – des pressions énormes sur l'Université Harvard, afin qu'elle révoque le Professeur Walt et que, finalement, elle le contraigne à démissionner de son poste de Doyen de la Kennedy School d'Harvard, Chomsky, se joignant à la meute du Lobby, a condamné leur étude critique exhaustive et leur analyse méticuleuse. A aucun moment Chomsky ne traite des faits centraux de leur analyse consacrée au pouvoir actuel du Lobby sur la politique moyen-orientale des Etats-Unis. L'ironie veut que Chomsky soit pourtant lui-même une victime occasionnelle des épurations académiques sionistes. Mais, cette fois-ci, il est du côté du manche.

11) Chomsky se refuse à évaluer la puissance du Lobby, par comparaison avec d'autres forces instituées. Ainsi, des hauts gradés de l'armée américaine se sont fréquemment plaints du fait que l'armée israélienne reçoive des équipements sophistiqués de dernière génération avant même qu'ils ne soient devenus opérationnels aux Etats-Unis.

Grâce au Lobby, leurs plaintes sont rarement examinées.

Les industries américaines de la défense (dont certaines ont conclu des contrats de coopération avec des entreprises israéliennes de la défense) se sont plaintes amèrement de la concurrence déloyale d'Israël, ainsi que de la violation par ce pays des accords commerciaux et de la vente illégale par Israël de haute technologie militaire à la Chine.

Or, menacé de perdre toutes ses relations lucratives avec le Pentagone, Israël a bel et bien été contraint d'annuler ces ventes à la Chine, au grand dam du Lobby...

Durant la préparation de l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis, beaucoup de responsables militaires, d'active et en retraite, ainsi que beaucoup d'analystes de la CIA se sont opposés à cette guerre, remettant en question les présupposés et les

projections des idéologues pro-israéliens du Pentagone, comme Wolfowitz, Perle, et du Conseil de Sécurité Nationale, du Département d'Etat et du cabinet du Vice-président (comme le sioniste Libby). Ils ont été mis en minorité, leur avis a été mis à la poubelle par les sionistes et ils ont été sous-estimés par leurs soutiens idéologiques, qui écrivent dans les principaux médias imprimés.

La position des sionistes dans le gouvernement leur permet de dépasser leurs critiques institutionnelles, dans une large mesure du fait que leur opinion et leurs politiques relatives à la guerre étaient acceptées sans aucune critique par les mass médias, en particulier le New York Times, dont la propagandiste de guerre Judith Miller entretient des relations serrées avec le Lobby. Ce sont là des liens et des débats historiques bien connus, dont un lecteur attentif des mass médias comme l'est Chomsky, avait nécessairement conscience, mais qu'il a néanmoins choisi délibérément d'omettre et de dénier, en substituant une critique plus "sélective" de la guerre en Irak, basée sur l'omission de faits pourtant absolument essentiels.

12) Dans ce qui passe pour la « réfutation » chomskienne de la puissance du Lobby, mentionnons son passage en revue historique superficiel des relations américano-israéliennes, dans lequel il cite ces conflits d'intérêts occasionnels à propos desquels, encore plus rarement, le lobby pro-israélien n'a parfois pas eu gain de cause.

Les arguments historiques invoqués par Chomsky ressemblent à un rapport d'avocat beaucoup plus qu'à un inventaire exhaustif du pouvoir du Lobby.

Par exemple, alors qu'en 1956 les Etats-Unis refusèrent de se joindre à l'attaque tripartite franco-britannico-israélienne contre l'Egypte, tout au long des cinquante années suivantes, les Etats-Unis ont financé et livré à Israël une machine de guerre d'un ordre de 70 milliards de dollars, grâce, dans une très large mesure, aux pressions exercées par le Lobby.

En 1967, l'aviation israélienne a bombardé un navire espion recueillant du renseignement pour les Etats-Unis, l'USS Liberty, dans les eaux internationales, tuant ou blessant plus de deux cents marins et officiers américains.

L'administration Johnson – geste sans aucun précédent historique – refusa de sévir, et elle fit taire les survivants de cette agression non-provoquée en les menaçant de la "cour martiale".

Aucune des administrations suivantes n'a jamais soulevé cette question, quant à diligenter une investigation officielle du Congrès, n'en parlons même pas.

Tout au contraire, l'administration Johnson a considérablement augmenté l'aide américaine à Israël et s'est tenue prête à recourir à l'arme atomique pour défendre Israël en un moment critique où ce pays fut sur le point de perdre la guerre d'Octobre 1973.

Cette défense américaine d'Israël aboutit à un très coûteux boycott pétrolier arabe, qui entraîna une hausse massive du prix du pétrole et l'animosité d'anciens alliés arabes, qui menaça la stabilité monétaire mondiale.

Autrement dit, dans ce cas comme dans bien d'autres, le lobby pro-israélien fut plus influent que l'armée américaine dans la prise de décision d'une réplique à un acte d'agression délibérée d'Israël contre des hommes servant le drapeau américain dans des eaux internationales.

Au cours des dernières années, la puissance du Lobby a sérieusement inhibé la poursuite, par le FBI, de dizaines d'espions israéliens entrés aux Etats-Unis en 2001. Le plus qui ait été fait, à ce sujet, ce fut de les muter à un poste pépère.

L'arrestation récente de deux responsables de l'Aipac accusés d'avoir remis des documents gouvernementaux ultra secrets à des responsables de l'ambassade d'Israël à Washington a amené le lobby pro-israélien à mobiliser une campagne médiatique massive afin de tenter de se défendre, en faisant passer un acte d'espionnage à l'encontre des Etats-Unis pour l'exercice de sa liberté d'expression.

Les éditoriaux et tribunes favorables à l'abandon des poursuites ont fait leur apparition dans la plupart des grands journaux, au cours de ce qui fut sans doute une campagne sans précédent en faveur d'agents d'un gouvernement étranger, de toute l'histoire des Etats-Unis.

La puissance et la portée de la propagande du Lobby excèdent de très loin tout pouvoir susceptible de s'y opposer, même si les preuves qui accablent les responsables de l'Aipac sont très étayées, y compris le témoignage d'un responsable clé du Pentagone, dont il a été prouvé qu'il a remis les documents en question aux espions israéliens.

13) Chomsky, pourtant un critique hautement fiable en matière des partis pris des médias, attribue leurs informations anti-ouvrières à leurs liens avec le grand patronat.

Toutefois, dès qu'il s'agit du parti pris massif en faveur d'Israël, il n'analyse jamais l'influence du Lobby israélien, ni le lien entre l'élite médiatique pro-israélienne et le parti pris pro-israélien des médias.

S'agit-il d'un simple problème de point aveugle, ou bien d'une amnésie intellectuelle d'origine idéologique ? Nul ne le sait...

14) Chomsky invoque l'importance d'Israël, pour la stratégie impérialiste des Etats-Unis en matière d'affaiblissement du nationalisme arabe, ainsi que son rôle dans la fourniture d'aide et de conseillers militaires à des régimes totalitaires terroristes (Guatemala, Argentine, Colombie, Chili, Salvador, etc.), dans les cas où le Congrès impose des restrictions à un engagement militaire direct des Etats-Unis dans ces pays.

Nul doute qu'Israël soit au service des objectifs impériaux des Etats-Unis, en particulier dans des situations où des politiques sanglantes sont impliquées.

Mais Israël l'a fait parce qu'il en tirait bénéfice – ses revenus militaires accrus, la conquête de nombreux partisans de la politique coloniale d'Israël, des marchés assurés pour les marchands d'armes israéliennes, etc.

Toutefois, une analyse plus complète des intérêts américains démontre que les coûts générés par le soutien à Israël excède de très loin les bénéfices occasionnels, que l'on prenne en considération les avantages pour les objectifs impériaux des Etats-Unis, ou – a fortiori – l'avantage notable que constituerait une politique étrangère américaine qui soit démocratique.

En prenant en considération les guerres coûteuses et destructrices faites à l'Irak sous la houlette d'Israël et de ses lobbies, la politique pro-israélienne des Etats-Unis a gravement sapé leur capacité militaire de défendre l'empire.

Elle a entraîné une perte de prestige et elle a discrédité les prétentions des Etats-Unis à être les champions de la liberté et de la

démocratie.

Du point de vue d'une politique extérieure démocratique, cette politique a renforcé l'aile militariste du gouvernement, elle a sapé les libertés démocratiques aux Etats-Unis mêmes. C'est Israël qui, seul, en bénéficie, bien entendu, parce que la guerre a détruit un de ses principaux ennemis laïcs, tout en permettant à Israël de resserrer son emprise sur les Territoires palestiniens occupés.

L'aligement inconditionnel sur l'Etat colonial israélien a érodé les relations des Etats-Unis avec les pays les plus riches et les plus peuplés du monde arabo-musulman.

En termes de marché, la différence se situe entre des centaines de milliards de dollars d'exportations américaines et la défense inconditionnelle et particulièrement mal avisée d'un récipiendaire d'aides financières massives des Etats-Unis. Les pays arabes sont des acheteurs nets de matériel militaire américain. Au contraire, l'industrie israélienne de l'armement représente, pour les Etats-Unis, un imputoyable concurrent.

Les compagnies américaines du pétrole et du gaz sont des perdants nets en matière d'investissements, de profits et de marchés, à cause des liens entre les Etats-Unis et Israël qui, en raison du marché très limité de ce pays, a très peu à offrir dans chacune des catégories mentionnées ici.

Enfin, le nettoyage ethnique des Palestiniens par Israël et la campagne efficace du Lobby visant à assurer le veto des Etats-Unis à l'encontre de toute résolution internationale placent les Etats-Unis dans le camp d'une torture à grande échelle et légalisée, d'exécutions extrajudiciaires légalisées et de déplacements massifs de populations, totalement illégaux.

Le résultat final, c'est l'affaiblissement du droit international, et une volatilité accrue dans une région de grande importance stratégique. Chomsky ne tient aucun compte des coûts géostratégique et énergétiques, ni des pertes de nos propres libertés, qui résultent directement des guerres au Moyen-Orient au nom et pour Israël, et encore moins de l'ascension d'une forme virulente de néo-maccarthysme sioniste, qui se répand dans l'ensemble de nos institutions universitaires, artistiques et autres, aussi bien publiques que privées.

S'il y a une chose qui démontre éloquemment la croissance du pouvoir des sionistes et l'étendue de leur autoritarisme, c'est bien la campagne brutale et particulièrement efficace contre les Professeurs Mearsheimer et Walt, qui les confirme de manière éclatante.

Conclusion

Dans des circonstances normales, on n'apporterait à juste titre qu'une attention limitée à des polémiques académiques, à moins qu'elles n'aient d'importantes conséquences politiques. Dans le cas qui nous occupe, toutefois, Noam Chomsky est une icône des mouvements anti-guerre américains, et pour tout ce qui passe pour de la dissidence intellectuelle.

Le fait qu'il ait choisi d'absoudre le lobby pro-israélien et les groupes qui lui sont liges, ainsi que leurs supplétifs médiatiques, est un événement politique considérable, en particulier quand les questions de la guerre ou de la paix sont sur la balance, et quand la majorité des Américains est opposée à la guerre.

Laisser "la bride sur le cou" aux principaux auteurs, architectes et lobbyistes favorables à la guerre, voilà qui représente un obstacle indéniable devant la volonté de faire la lumière sur ceux contre qui nous nous battons, et pour quelles raisons.

Ignorer le lobby pro-israélien, cela revient à lui laisser les mains libres pour pousser à l'intervention contre l'Iran et la Syrie. Pire, détourner l'opinion des responsabilités de ce lobby, en pointant du doigt des ennemis imaginaires, cela revient à affaiblir notre compréhension, non seulement de la guerre, mais aussi de qui sont les ennemis de la liberté dans notre pays.

Par-dessus tout, cela permet à un gouvernement étranger de jouir d'une position privilégiée, d'où il nous dicte notre politique au Moyen-Orient, tout en proposant des méthodes de police d'Etat et des législations afin de prohiber le débat et d'inhiber le désaccord chez nous, aux Etats-Unis.

Permettez-moi de conclure en disant que les mouvements pour la paix et la justice, tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger, sont plus puissants que n'importe quel individu ou que n'importe quel intellectuel – quels que soient leurs états de service passés. Hier, les principales organisations sionistes nous ont dicté qui nous pouvions ou ne pouvions pas critiquer, au Moyen-Orient. Aujourd'hui, elles nous disent qui nous pouvons critiquer, aux Etats-Unis. Demain, elles nous intimeront l'ordre de baisser la tête et de nous soumettre à leurs mensonges et à leurs tromperies, afin de nous engager dans de nouvelles guerres de conquête, au service d'un régime colonial moralement répugnant.

Par James Petras

Traduction : Marcel Charbonnier

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=4566&type=analyse&lesujet=Sionisme>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19